

# A-ANTI- ANTICAPITALISTES !

Analyses et réflexions  
sur un système à abattre

 **CLAC** CONVERGENCE  
DES LUTTES  
ANTICAPITALISTES  
MONTREAL

[www.clac-montreal.net](http://www.clac-montreal.net)

# **A-ANTI-ANTICAPITALISTES !**

**ANALYSES ET RÉFLEXIONS SUR UN SYSTÈME À ABATTRE**



# Table des matières

Introduction	
Pourquoi nous sommes anticapitalistes ?	5
1 La mécanique du capitalisme	6
2 Aux origines des oppressions systémiques	10
3 Le capitalisme et le travail	14
4 Capitalisme et destruction programmée de l'environnement	19
5 Tentatives grossières de réformer le capitalisme	26
6 L'approche des droits humains : un autre cadeau empoisonné !	29
7 L'origine et le rôle de la police dans le système capitaliste	33
8 La guerre au service du capital	39
9 Les luttes anticapitalistes	45
Conclusion	
Pense, discute, agis !	54
Bloc technique	55



# Pourquoi nous sommes anticapitalistes ?

**L**A CONVERGENCE des luttes anticapitalistes (CLAC-Montréal) a publié au cours des dernières années plusieurs documents qui dénonçaient autant les crimes et les abus de l'État que ceux des corporations capitalistes et de leurs crosseurs. Dans nos différents journaux, tracts, communiqués, vidéos, brochures, articles, chroniques radio et textes d'analyse, nous avons tenté de proposer une critique de fond du système économique et politique qui nous oppresse individuellement et collectivement, et ce, dans une perspective tant locale qu'internationale. Cette brochure répond à une volonté de rassembler en un seul écrit une synthèse modeste de nos diverses contributions.

Qu'on essaie de le diluer ou de le cacher sous d'autres concepts creux comme « néolibéralisme », « austérité » ou « globalisation des marchés », le capitalisme a toujours eu les mêmes objectifs pervers et les mêmes conséquences désastreuses pour la très grande majorité de l'humanité. Nous ne sommes pas les première-s à le dire et nous ne serons pas les dernière-s à le répéter, le capitalisme est, dans ses fondements mêmes, basé sur l'exploitation, les inégalités et la violence organisée au profit d'une minorité illégitime et autoritaire.

Dans les textes de cette brochure, nous tentons d'actualiser une critique anticapitaliste qui s'appuie sur une analyse systémique, à la fois conceptuelle et factuelle, de ce système complexe et totalisant, et de ses différentes incarnations, comme le classisme, le patriarcat, le racisme, le colonialisme, la domination sur la nature, etc.

Avec l'objectif de rendre le tout concret et accessible, nous avons volontairement abordé des thèmes précis et les avons développés. Vous trouverez des textes sur les origines et l'évolution du capitalisme, les oppressions systémiques, le travail, l'environnement, les tentatives de réforme (et leurs échecs), les droits humains, la police, la guerre, les luttes anticapitalistes, le tout ponctué d'un lexique de notre cru. Un tel exercice a évidemment ses angles morts et nous ne prétendons pas à une analyse exhaustive du capitalisme ; nous sommes donc conscient-e-s que certains sujets ont été délaissés et d'autres, insuffisamment abordés.

Nous ne proposons pas une solution toute faite ou un programme politique de rechange au capitalisme. Par contre, en lisant cette brochure, vous constaterez ce que nous souhaitons ardemment : des collectivités sans classes, égalitaires et solidaires, dans lesquelles les besoins réels des individus sont comblés. Une société débarrassée du pouvoir, du profit et des oppressions.

Bonne lecture !

Le comité agit-prop de la CLAC

# La mécanique du capitalisme

## La naissance du capitalisme

Le capitalisme est apparu dans un contexte rural, en Angleterre au début du XVI<sup>e</sup> siècle, au moment où le prix de la laine a commencé à augmenter. Le régime de propriété des terres fonctionnait à l'époque selon un système de location. Les profits tirés de l'exploitation coloniale anglaise ont alors été investis dans la transformation des terres agricoles pour y faire l'élevage des moutons, chassant massivement vers la ville les populations rurales, qui jusqu'alors subsistaient grâce à l'agriculture. Pour résumer deux siècles en une phrase : lors de la mise en place du système capitaliste, les paysan-ne-s ont été dépossédé-e-s de leurs moyens de production et ont donc été forcé-e-s de vendre leur force de travail pour assurer leur subsistance.

## Un pouvoir de plus en plus fort

Les nobles et les bourgeois étaient les seuls à avoir les moyens de construire des usines, et ils n'auraient jamais fait ces investissements à moins d'avoir l'assurance qu'ils pourraient augmenter toujours plus leurs profits. Dans sa plus simple

expression, le capitalisme permet à une minorité, qui possédait déjà des richesses avant la mise en place de ce système, de les utiliser afin de devenir de plus en plus riche.

Bien que la production industrielle ait pratiquement disparu de l'Occident aujourd'hui, elle constitue la meilleure image pour comprendre les dynamiques propres à la production de richesses dans nos sociétés. Par exemple, un propriétaire d'usine possède des machines qui perdent de leur valeur avec le temps ; il transforme des matières premières afin d'en faire un produit fini ayant une valeur spécifique sur le marché. Ce produit doit être vendu à un prix qui compense les salaires des travailleurs et travailleuses, les matières premières achetées, l'usure et l'entretien de la machinerie, en plus de la part que le propriétaire s'approprie pour lui-même. La part prise par le patron s'appelle le taux de profit<sup>1</sup>.

Un capitaliste ne peut pas être un « bon patron », puisque s'il augmente le salaire de ses employé-e-s ou améliore leurs conditions de travail, il réduit d'autant sa marge de profit, à moins d'augmenter ses prix et d'ainsi courir le risque de ne plus être compétitif. Bien que les intérêts de

### PETIT LEXIQUE ANTICAPITALISTE

**Actionnaire** : Véritable détenteur du pouvoir dans une entreprise, et dont l'influence se fait sentir dans toute la société ; se voit verser annuellement la majeure partie des profits d'une entreprise, alors que, contrairement à ce que la racine du mot laisse entendre, l'actionnaire ne fait rien du tout ; satisfaire ses actionnaires est la principale mission d'une entreprise. Les plus gros actionnaires au Canada sont les fonds de retraite, soi-disant bas de laine de la classe moyenne (voir plus bas).

ceux qui possèdent les moyens de production sont en contradiction avec ceux des travailleurs et travailleuses, il n'en demeure pas moins que l'existence des capitalistes dépend directement de ces dernier-e-s. Le fait même de posséder les moyens de production les rend dépendants de l'exploitation de la majorité.

Avec les améliorations technologiques, on a tendance à croire que les machines remplacent les travailleurs et travailleuses et que les technologies rendent les entreprises de moins en moins dépendantes de leur travail. Dans les faits, l'utilisation de technologie (machines, logiciels, etc.) remplace des travailleurs et travailleuses moins qualifié-e-s par d'autres plus qualifié-e-s, ce qui renforce au contraire la dépendance à leur égard. Ainsi, les investissements en technologie sont en fait un déplacement de cette dépendance depuis une entreprise productrice vers une autre industrie fabriquant les machines ou logiciels dont l'entreprise a besoin. Au final, la technologie est un facteur important dans la production, mais c'est toujours les travailleurs et travailleuses qui produisent toutes les formes de richesses... y compris la technologie.

### La baisse du taux de profit

Évidemment, les producteurs de biens sont en concurrence les uns avec les autres. Il existe deux façons de tirer son épingle du jeu : augmenter le volume de production ou améliorer la technologie nécessaire à la production. L'augmentation du volume de production se traduit concrètement par une division du travail : une séparation des différentes tâches nécessaires pour maintenir la production, en créant une compétition entre les employé-e-s. Les plus lent-e-s subissent des pressions afin d'augmenter leur production ou sont renvoyé-e-s, ce qui lance un message clair aux

autres. De plus, cela simplifie les actions accomplies par chacun-e et, comme l'analyse des gestes impliqués dans chacune des opérations s'en trouve facilitée, il devient possible de trouver des outils plus spécialisés pour diminuer le temps de travail nécessaire pour chaque opération. Ainsi, en améliorant les technologies, on peut soit réduire le nombre de travailleurs et travailleuses, soit augmenter la quantité de biens produits sans avoir à augmenter le nombre d'employé-e-s. Cela rend le travail d'autant plus pénible, et relègue les travailleurs et travailleuses à un rôle de surveillance des machines.

Cette augmentation de la productivité a été promue, autour du XVI<sup>e</sup> siècle, par l'idéologie religieuse de l'*improvement*, selon laquelle notre mission est de faire croître le Royaume divin sur la terre. En effet, plusieurs sectes anglicanes évaluaient la croissance en termes économiques et considéraient les bienfaits pour l'humanité en matière de profits réalisés. Cette perspective est excessivement réductrice : on choisit d'ignorer les conditions des travailleurs et travailleuses, le traitement réservé aux animaux et à l'environnement, la responsabilité sociale et, souvent, sa propre santé pour ne prendre en considération que la capacité de faire un profit maximal. On voit facilement comment cette idéologie est devenue inhérente à tous les aspects de la vie et comment les populations ont accepté cette vision du monde comme un mal nécessaire.

### La crise

On a vu plus haut comment les entreprises doivent avoir recours aux améliorations technologiques afin de rester dans la course. Toutefois, ces changements aux techniques de production s'effectuent de manière saccadée lorsque des technologies résolvent des problèmes majeurs. Un effet

**Austérité** : Terme récurrent qui désigne une série de mesures déjà mises en place depuis l'apparition du néolibéralisme (ex. : privatisation du secteur public, coupures dans les services sociaux, etc.) ; réalité particulièrement bien résumée par le slogan désormais célèbre : « Le problème c'est pas l'austérité, c'est le capitalisme. »



politiques et financiers du moment. Les crises sont des périodes de politiques répressives chez les dirigeants et de remise en question du système économique chez la population. En effet, puisque les horizons économiques sont bouchés, ceux et celles qui dépendent du travail pour survivre doivent tout de même subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi les gouvernements interviennent davantage dans de telles périodes : mise en place de camps de travail hors des villes (pour éviter l'accumulation urbaine de chômeurs et chômeuses, qui ont la fâcheuse habitude de fomenter des révoltes, insurrections et émeutes),

d'entraînement survient chez les investisseurs, les capitalistes et les financiers, afin de tirer profit des nouvelles méthodes. Ainsi, il y a des périodes dans lesquelles les capacités de production dans un secteur donné sont trop grandes par rapport à la capacité de consommation des populations.

Lorsque cela se produit, trop de biens sont produits par rapport à ce qui est consommé. Deux options s'offrent alors aux capitalistes : baisser les prix ou vendre moins de biens, et les deux réduisent leurs profits. Il n'est donc plus dans l'intérêt des capitalistes d'investir dans la production, ce qui entraîne un sous-investissement, donc moins d'emplois et de consommation. Les travailleurs et travailleuses devront alors être généralement prêt-e-s à accepter de moins bonnes conditions de travail et des salaires plus bas. Si le sous-investissement perdure, on tombe alors dans une crise<sup>2</sup> : ayant moins de travail et étant moins bien rémunéré-e-s, les travailleurs et travailleuses dépensent généralement moins, privant ainsi les propriétaires de revenus.

Ces effets forment en fait une boucle. Les crises économiques font partie intégrante du développement capitaliste, se produisent de manière récurrente à des intervalles réguliers, selon les jeux

augmentation de la répression, plans de sauvegarde d'entreprises ou simple charité.

La résolution des crises économiques implique toujours la destruction d'une partie de la capacité productive, par la fermeture d'usines, laissant les machines rouiller sur place et forçant les travailleuses et travailleurs au chômage, par la guerre qui détruit les usines des pays attaqués ou encore par la « disparition » de la valeur du capital dans le cas de l'explosion d'une bulle spéculative. Par exemple, au début des années 2000, l'idéologie voulant qu'internet représente l'avenir était si forte que les prix des actions des entreprises en technologies étaient complètement disproportionnés par rapport à la valeur réelle de ses entreprises. Évidemment, les investisseurs se sont mis rapidement à retirer leurs billes du jeu, et lorsque les prix sont revenus à la normale, ces entreprises avaient perdu 5 000 milliards de dollars en valeur.

Les crises amènent un désinvestissement dans les industries de nature plus spéculative, comme en finance ou en télécommunication, alors que les ressources naturelles (comme le pétrole et les minéraux) et les biens de première nécessité (comme la nourriture et le logement) reprennent

**Banque** : Équivalent institutionnel d'un prêteur sur gages ; dicte les politiques économiques des États.

de la valeur. C'est pourquoi les gouvernements dans les pays néocoloniaux<sup>3</sup> réinvestissent massivement dans ces secteurs en période de crise.

D'autres stratégies peuvent être utilisées par les capitalistes eux-mêmes. Historiquement, les entreprises des pays industriels se sont servies de stratégies de dumping, par lesquelles elles se débarrassaient des surplus en les vendant en deçà du prix courant dans un pays donné (souvent du Sud globalisé), afin de détruire les industries locales, créant du même coup de nouveaux débouchés pour écouler leur propre production régulière (à des prix nettement à la hausse cette fois).

Puisque les pays occidentaux n'appellent plus leurs conflits et interventions militaires des guerres, on a tendance à penser que les formes actuelles de domination des pays étrangers sont acceptées docilement par leur population et leurs gouvernements. Par contre, la forme que prennent les conflits entre les pays est plutôt idéologique : les pays dominés se soumettent aux politiques du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale sous la menace de se faire couper les prêts internationaux.

## Notes

<sup>1</sup> Il s'agit de l'excédent d'exploitation brut sur la valeur ajoutée brute. Voir, entre autres, [http://web.archive.org/web/20110526201558/http://www.cerpeg.ac-versailles.fr/ressdiscipl/economie/entrep/Valeur\\_ajoutee.htm](http://web.archive.org/web/20110526201558/http://www.cerpeg.ac-versailles.fr/ressdiscipl/economie/entrep/Valeur_ajoutee.htm). À noter que depuis une trentaine d'années, ce taux reste stable à environ 30 %. Voir [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-revenus-depenses/comptes-2014-03.pdf#page=17&zoom=auto,-74,672](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-revenus-depenses/comptes-2014-03.pdf#page=17&zoom=auto,-74,672) (les entreprises du Québec ont versé 189,7 milliards de dollars en salaires, retirant un excédant d'exploitation net de 42,6 milliards).

<sup>2</sup> Pour qu'il y ait crise économique, il suffit de trois trimestres consécutifs sans croissance économique.

<sup>3</sup> Bien que nous soyons conscient-e-s que le colonialisme est un processus qui se poursuit aujourd'hui (tout comme l'impérialisme), nous utilisons le terme « néocoloniaux » pour inclure à la fois les anciennes puissances coloniales, les États hégémoniques actuels (comme les États-Unis et le Canada), tout comme les pays du Sud globalisé qui n'ont pas de passé colonial ou sont eux-mêmes d'anciennes colonies (notamment l'Inde), mais qui tendent aujourd'hui à adopter une attitude coloniale et impérialiste envers d'autres pays du Sud globalisé (par exemple la Chine envers certains pays d'Afrique, le Vietnam envers le Laos et le Cambodge, etc.).

# Aux origines des oppressions systémiques

**L**A CRÉATION DE l'Empire britannique n'est pas survenue sans résistance. En effet, avant que ne se dégage un système que l'on a pu qualifier de capitaliste, l'opposition paysanne a été très forte ; essentiellement religieuse, elle visait à instaurer des organisations horizontales et à chasser les propriétaires des terres. Les mouvements étaient fréquemment menés par des femmes. Puisque ces dernières étaient les principales utilisatrices des biens communs (forêts, étangs, etc.), elles jouaient un rôle central dans la cohésion de la communauté et possédaient un pouvoir important lié à leur savoir traditionnel. Dans l'économie capitaliste qui supplantera ce mode de vie, elles seront tout aussi essentielles, mais instrumentalisées : elles devront reproduire la masse de travailleurs et de travailleuses qui se tueront à la tâche dans les usines et faire en sorte qu'ils et elles puissent y travailler de 70 à 80 heures par semaine (en s'occupant des tâches ménagères et des enfants). Pour parvenir à réduire le pouvoir lié au savoir des femmes, établir le modèle familial patriarcal, les contraindre à toujours plus se reproduire (en raison de l'explosion de la demande de main-d'œuvre) et les exclure de la vie sociale, une série de mesures répressives sera mise en place, dont la plus violente sera la chasse aux sorcières, qui durera de 1400 à 1750.

En effet, le savoir des femmes leur permettait de préserver le mode de vie rural précapitaliste.

Entre autres, les femmes étaient généralement responsables des soins (par la cueillette de plantes médicinales) et pouvaient transmettre certaines méthodes contraceptives. Ce n'est qu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle que des textes accuseront explicitement la sorcellerie d'entraver la reproduction. C'est le début de la criminalisation de la contraception, et lorsqu'une compréhension plus développée de la reproduction humaine apparaîtra – vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle –, les peines deviendront plus sévères. Cette violence envers les femmes trouvées coupables d'utiliser des connaissances traditionnelles a été nécessaire afin de les forcer à vivre en ville, et a été ensuite utilisée dans les colonies anglaises, par exemple en Inde.

Il ne s'agit toutefois pas du seul exemple de mise au travail forcée : la traite des Noir-e-s a commencé à peine plus tard, au tournant du XVI<sup>e</sup> siècle. Encore une fois, l'objectif est d'augmenter le nombre de personnes à exploiter, afin de réduire les salaires. La mise au travail des hommes blancs masque en fait leur privilège, parce que seul leur travail était reconnu comme tel par la société. Les Autochtones, comme les femmes et les Africain-e-s déplacé-e-s, seront tout aussi forcé-e-s de travailler bien avant les hommes blancs, mais ils et elles ne recevront pas de salaire, de reconnaissance sociale ou ne bénéficieront pas du pouvoir qui est associé à ce statut.

**Bourse** : Casino virtuel à l'échelle internationale où les participants spéculent sur les pertes d'emploi et les catastrophes naturelles, et dont la devise est : *Le malheur des uns fait la richesse des autres.*

## La coconstruction du capitalisme, du patriarcat et de la suprématie blanche

Vers 1450, en Europe, les bordels ont commencé à se développer, instaurés comme services publics par décret des autorités. Alors que les relations conjugales étaient tout sauf égalitaires, la création des bordels a donné encore plus de pouvoir aux hommes, leur permettant désormais d'avoir des relations dont ils tiraient des bénéfices sans avoir à assumer les responsabilités du mariage : prendre soin des enfants, nourrir la famille, etc. Rappelons que les femmes non mariées étaient les premières à être accusées de sorcellerie et que le mariage n'était pour elles qu'un pis-aller. Tout cela a jeté les bases d'une totale absence de rapport de force pour les femmes dans la négociation de leur relation conjugale. Par la suite, les hommes continueront de défendre ce qui est alors devenu leur propriété.

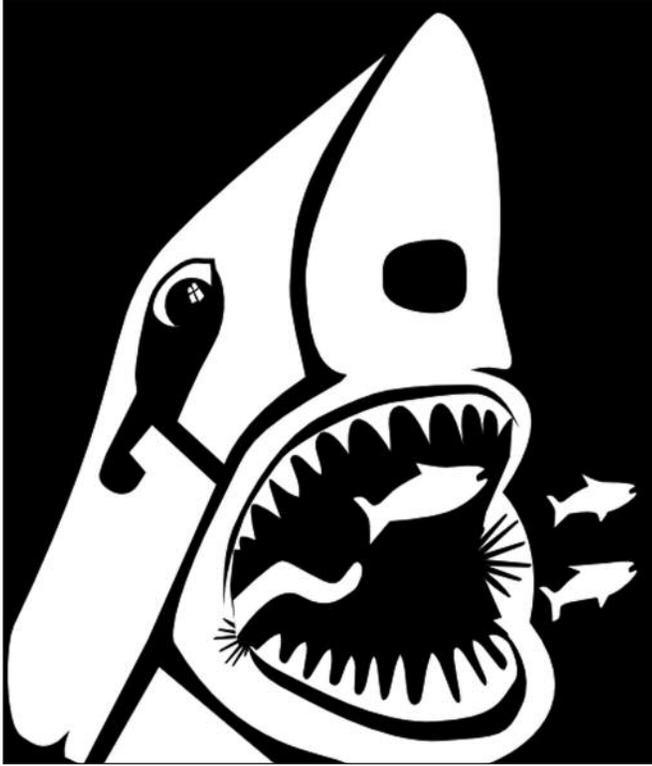
L'inégalité des rapports hommes-femmes dans l'histoire s'est bien évidemment appliquée aux rapports entre personnes racisées et blanches. Français comme Anglais possédaient des esclaves noir-e-s et autochtones depuis le début de la colonisation, et augmentaient leur prestige et leur richesse en conséquence. C'est ainsi que ceux qui possédaient la terre en Amérique du Nord, essentiellement les Blancs protestants arrivés lors des premières vagues d'immigration, ont pu s'enrichir : location de terres, de logements, possession des usines et des moyens de production, si bien que même lorsqu'ils ont donné des droits d'acquisition de terre et de moyens de production aux Noir-e-s, aux femmes et aux Autochtones, l'hégémonie blanche masculine, qui était fortement établie, a été préservée. Dans les faits, les propriétaires savaient qu'ils en tireraient un plus grand profit par la mécanique du marché.



Ces inégalités se sont d'autant plus renforcées grâce aux guerres impériales et invasions coloniales. En effet, les inégalités économiques entre les pays dominés et les pays impérialistes et colonialistes ont créé de profondes séquelles parmi les populations, allant des complexes d'infériorité généralisés à la honte de leur couleur de peau. Pire, certains mouvements de résistance nord-américains ont historiquement choisi de trahir les personnes racisées et les femmes, ou encore les ont blâmé-e-s directement pour l'appauvrissement général de la population, et ce, volontairement ou non. Ce phénomène se produit encore de nos jours. On peut penser, par exemple, à la grève étudiante de 1996 au Québec, qui a permis un gel des frais de scolarité, mais qui fut suivie d'une augmentation (qui n'est toujours pas remise en question) de 80 % des frais de scolarité des étudiant-e-s provenant des autres provinces et de 18 à 30 % des frais des étudiant-e-s étranger-e-s<sup>1</sup>.

La somme de ces attaques fait qu'aujourd'hui, au Québec, le revenu moyen annuel total des femmes équivaut à 78 %<sup>2</sup> de celui des hommes, celui des femmes racisées à 80 %<sup>3</sup> de celui des femmes blanches. On note aussi comment la répression, surtout envers les Autochtones, est

**Capital** : Moyen de production qui donne à l'individu qui le détient le pouvoir et le droit d'exploiter la force de travail de ceux et celles qui en sont dépourvu-e-s. Dans le jargon de la dérive managériale, on parle de « capital humain ».



brutale par rapport à celle envers les mouvements blancs, que l'on pense à Elsipogtog (Nouveau-Brunswick), à la crise d'Oka ou à celle de Gustafsen Lake, en Colombie-Britannique. Lors de ce dernier incident, survenu à peine cinq ans après la crise d'Oka de 1990, les policiers ont effectué une opération militaire ayant coûté 5,5 millions de dollars, lors de laquelle ils ont tiré près de 7 000 balles sur un camp autochtone, dans le cadre d'une dispute sur la propriété d'un territoire. La police a même utilisé des explosifs afin de détruire les véhicules des résistant-e-s. La violence policière a continué envers les communautés autochtones, par exemple dans le cadre de la résistance contre les Jeux olympiques de Vancouver en 2010<sup>4</sup>.

Évidemment, on ne fait plus la promotion des politiques favorisant les Blancs en mettant l'accent

sur une « supériorité raciale », et c'est pourquoi il faut se pencher sur les conséquences des politiques plutôt que sur leurs justifications. Par exemple, Amazon.com embauche des personnes d'origines étrangères afin de rendre plus difficile l'organisation de ses travailleuses et travailleurs, mais présente cette pratique comme la célébration du multiculturalisme<sup>5</sup>.

L'accroissement des inégalités entre les personnes de différents genres, cultures ou couleurs de peau est renforcé par l'intérêt économique direct de ceux qui possèdent les moyens de production. Lorsqu'une partie de la population est ostracisée par la majorité, elle est forcée d'accepter des conditions de travail désavantageuses, se voit refuser des emplois, des logements, des prêts bancaires, ou encore se trouve plus à risque d'être emprisonnée ou victime de violence. Pire, ces inégalités, inscrites dans la culture, créent des fossés empêchant l'organisation collective : on entend même dans les milieux progressistes des blagues normalisant ou acceptant la violence envers les femmes ou encore des préjugés culturels par rapport à la couleur de peau.

De nombreuses personnes racisées en lutte ont développé le concept de suprématie blanche afin de désigner les différentes formes d'oppression et d'exploitation qu'elles subissent. De l'impérialisme au racisme, en passant par l'incarcération disproportionnée de personnes racisées, notamment autochtones, les formes de violences vécues par les personnes non blanches font qu'en général elles vivent plus de problèmes sociaux et économiques. De même, la discrimination, l'oubli de leur réalité propre et les violences contre les femmes perpétuent la domination masculine et sont inhérents au patriarcat. Ces systèmes de divisions sont au centre du maintien du système capitaliste, donc de l'augmentation des inégalités sociales, et con-

**Citoyen-ne** : Terme ancien. L'usage moderne tend à privilégier les vocables « contribuable », « consommateur » ou « client » ; au sens édulcoré, désigne aussi une personne qui s'oppose de manière institutionnelle et conciliante à des décisions politiques et économiques (ex. : action citoyenne). Le terme est utilisé par l'État-nation pour exclure les personnes sans statut, les réfugié-e-s, les résident-e-s permanent-e-s et les Autochtones. Son équivalent collectif est « société civile ».

tribuent au renforcement des hiérarchies systémiques présentes dans la société : capacitisme (exclusion des personnes sur les bases de limites physiques ou intellectuelles), hétérosexisme (exclusion des personnes non hétérosexuelles), etc. Les déclinaisons de ces oppressions sont pratiquement illimitées et sont l'expression des violences d'un système qui se nourrit de nos divisions.

Comme on a vu précédemment, ces systèmes de domination sont apparus avant le capitalisme, mais ils y sont intrinsèquement liés : les hommes blancs hétérosexuels n'ont pu améliorer leur rang social qu'en s'attaquant soit aux patrons et aux dominants, soit aux personnes qu'ils dominaient économiquement, culturellement et politiquement. C'est pourquoi le racisme, le colonialisme, l'impérialisme ne peuvent pas être traités comme des phénomènes isolés. Toute lutte politique doit prendre en compte ces facteurs afin d'éviter de remettre en place un système inégalitaire.

La discrimination systématique telle que vécue par les femmes et les personnes racisées a été renforcée, instrumentalisée et promue par le système capitaliste, et elle l'est toujours. Avec les interventions militaires répétées au Moyen-Orient comme ailleurs, les tensions augmentent dans les pays ciblés et forcent les migrations de leurs résident-e-s,

comme le colonialisme renforce le déplacement des populations autochtones vers les villes. Et le tout se produit dans un sexisme omniprésent, peu importe les variations locales : les femmes deviennent une soupape vers laquelle les hommes, opprimés ou non, peuvent se tourner. C'est pourquoi il est impossible d'analyser le capitalisme sans comprendre comment la minorité blanche mâle hétérosexuelle maintient les systèmes d'oppression afin de marginaliser la majorité de la population.

## Notes

<sup>1</sup> Benoît Lacoursière, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, Montréal, Sabotart, 2007, p. 124.

<sup>2</sup> [www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/FaitsSaillants\\_octobre2010.pdf](http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/FaitsSaillants_octobre2010.pdf), p. 19.

<sup>3</sup> [www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11527-fra.pdf](http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11527-fra.pdf), p. 34.

<sup>4</sup> <http://thetyee.ca/News/2009/10/20/GustafsenStandOff>.

<sup>5</sup> [www.monde-diplomatique.fr/2013/11/MALET/49762](http://www.monde-diplomatique.fr/2013/11/MALET/49762).

# Le capitalisme et le travail

**D**ÉPUIS LES DÉBUTS du capitalisme, le monde du travail a subi de nombreuses transformations et les conditions des travailleuses et des travailleurs sont constamment menacées. Cela est d'autant plus vrai avec la « financiarisation » qu'ont connue nos économies au cours des dernières décennies : dégradation des conditions de travail, augmentation de la précarité et du chômage, accessibilité de plus en plus difficile à l'assurance-emploi, diminution des protections sociales et légales en lien avec le travail, effritement de la solidarité syndicale et du rapport de force de négociation employeur/employé-e-s, perpétuation des inégalités hommes/femmes, augmentation du sentiment d'aliénation, des problèmes de santé physique et mentale en milieu de travail, etc. La détérioration des conditions de travail et la stagnation des salaires se reflètent dans la multiplication des emplois à temps partiel, forçant un nombre grandissant de personnes à cumuler plusieurs emplois pour ne serait-ce qu'arriver à joindre les deux bouts, phénomène qui touche en premier lieu les femmes.

Afin de se maintenir comme doctrine dominante sur les plans social et économique, le capitalisme doit sans cesse générer une croissance, comme nous le verrons plus loin. Et ce sont d'abord et avant tout les travailleurs et travailleuses, de par le monde

entier, qui en payent le prix. Avant même que les acquis sociaux des pays « développés » n'aient eu le temps de s'étendre aux pays émergents, ils sont attaqués par l'entreprise privée (et en bonne voie de destruction !), avec la complicité de nos classes politiques, pantins au service des riches, bonzes de la finance, actionnaires de mégacorporations et autres pontifes de l'austérité. On attaque les fonds de pension, on augmente l'âge de la retraite, on adopte des lois affaiblissant les syndicats, quand ils ne sont pas simplement bannis (pensons aux États américains qui ont adopté des législations du type « *Right-to-work* », dont l'objectif est de donner aux travailleurs et travailleuses qui ne veulent pas adhérer à un syndicat les mêmes avantages négociés par celui-ci, dans le but de saper le pouvoir déjà vacillant des syndicats)... On met la population à genoux en adoptant des décrets qui maintiennent les salaires sous le seuil de l'inflation et, pour comble d'insulte, on la force à ramper puisque l'on coupe aussi dans les programmes sociaux, ce qui force les gens à se tourner vers le privé, les appauvrissant ainsi davantage. Non, il ne fait pas bon vivre et travailler dans une société capitaliste, du moins, pas quand on ne fait pas partie du 10 % de gens en haut de la pyramide économique !

**Classe** : Dans le sens d'« avoir de la classe », la vaste majorité des politiciens en sont totalement dépourvus ; dans le sens de « classe moyenne », il s'agit d'un mot-valise largement surutilisé ; dans le sens de « classes sociales », la pensée dominante veut qu'il s'agisse d'un terme dépassé qui ne veut plus rien dire, tout comme les dénominations « gauche » et « droite ».

## Des conséquences de l'individualisme

Afin de prendre racine, le capitalisme affirme la primauté des droits individuels sur le bien commun. Idée alléchante pour ceux qui désirent légitimer leurs manœuvres visant à posséder toujours plus de richesses, fantasme pour ceux et celles qui y aspirent de manière irréaliste, mais persistante, encouragé-e-s par les médias et un marketing social des plus complaisants. Le résultat de cette manipulation des aspirations des êtres humains est simple : un individualisme indémodable, même devant les situations d'inégalité les plus révoltantes.

Cet individualisme, fondement du capitalisme, a contribué fortement, et contribue toujours activement, à l'effritement de la solidarité syndicale. Or sans solidarité, pas de rapport de force, c'est bien connu ! Les « fronts communs » d'aujourd'hui n'en ont que le nom, les alliances durables et fondées sur la lutte pour obtenir des gains sociaux plus larges sont de lointains souvenirs dont trop de syndicalistes se gargarisent. Le corporatisme et l'individualisme ont littéralement envahi nos syndicats. Le maraudage est la norme, et les entreprises ainsi que le gouvernement profitent pleinement de cette division pour mieux régner. Pensons simplement aux fusions forcées des unités d'accréditation dans les établissements de santé et services sociaux en 2004. Les cicatrices laissées par les joutes de pouvoir entre les différents grands syndicats pour la mainmise sur ce lucratif bassin de cotisant-e-s ont entraîné un affaiblissement de la capacité collective de négocier.

Le décret infâme de 2005, avec lequel le gouvernement a unilatéralement mis fin aux négociations, n'a sûrement rien à voir avec ça... En effet, le projet de loi 142 prévoyait non seulement des mesures de répression, mais des conditions de travail négociées en table commune, dont une convention collective pouvant aller jusqu'à huit ans, un gel des

salaires de deux ans et des augmentations de 2 % pour les années subséquentes.

En minant la solidarité syndicale, le capitalisme affecte aussi la capacité à s'opposer activement et à résister aux attaques contre nos acquis sociaux. Mais même en dehors du contexte syndical, le capitalisme a un effet similaire : il s'agit de « l'individualisation du rapport salarial ». Le lien d'emploi et l'appartenance au milieu de travail étant désormais pratiquement totalement individualisés, tout conflit de travail se trouve relégué au seul domaine du département des ressources humaines. Il devient ainsi impossible pour les employé-e-s d'amener le conflit à un niveau supérieur de gestion, niveau qui permettrait (peut-être) des changements systémiques et une diminution du sentiment d'aliénation et d'injustice. L'employé-e est seul-e, sur sa photo souriante d'employé-e du mois comme lors de son renvoi injustifié. Le gestionnaire tient le gros bout du bâton, comme le contremaître durant la révolution industrielle. Le droit du travail n'a pas suivi l'évolution des changements dans les structures du travail, les législateurs étant trop occupés à éviter ces questions au profit de ceux finançant leurs campagnes électorales... Résultat : l'effritement de la déjà faible protection légale offerte aux salarié-e-s et l'augmentation de la précarité du travail.

## Des conséquences de la délocalisation

Autre fait dans cette économie capitaliste : les entreprises doivent s'adapter pour rester dans la compétition, ce qui justifie toute sorte de mesures de restructuration, dont la délocalisation, qui présente plusieurs avantages : des coûts plus bas (accès à une main-d'œuvre et des ressources naturelles peu coûteuses, etc.) ; un accès à un pôle de compétence technologique ou à du personnel plus qualifié ; un accès à des infrastructures mieux

**Compétitivité (ou concurrence)** : Terme utilisé, tant par le patronat que par l'État, pour justifier le nivellement par le bas des conditions de travail et des normes environnementales, les privatisations et les coupures dans les services publics et sociaux. Les multinationales s'en servent également pour justifier les délocalisations du Nord vers le Sud.



nord-américain (ALENA). Et certaines économies dites émergentes, comme les deux géants démographiques que sont la Chine et l'Inde, délocalisent leurs entreprises vers d'autres pays plus faibles économiquement du Sud globalisé. Avec les nouvelles technologies et la libéralisation des échanges, la délocalisation prendra des proportions considérables.

### L'exploitation des travailleurs et travailleuses migrant-e-s

Paradoxalement, pendant qu'ils délocalisent des emplois vers des pays du Sud globalisé, les pays du Nord et les

puissances émergentes ont de plus en plus recours à des travailleuses et travailleurs migrant-e-s temporaires. Grâce à différents programmes, ils et elles forment une main-d'œuvre marchandable, hyperflexible, facile à exploiter, qu'on expulse ensuite du pays, sans aucune protection sociale et sans jamais qu'ils et elles puissent accéder aux privilèges accordés aux citoyen-ne-s. Pour la plupart des personnes qui viennent des pays du Sud dévastés par le néo-colonialisme, l'austérité n'est donc rien de nouveau – c'est la norme. Les services sociaux et les ressources qui sont actuellement sous attaque ont été conçus pour qu'ils ne leur soient jamais accessibles :

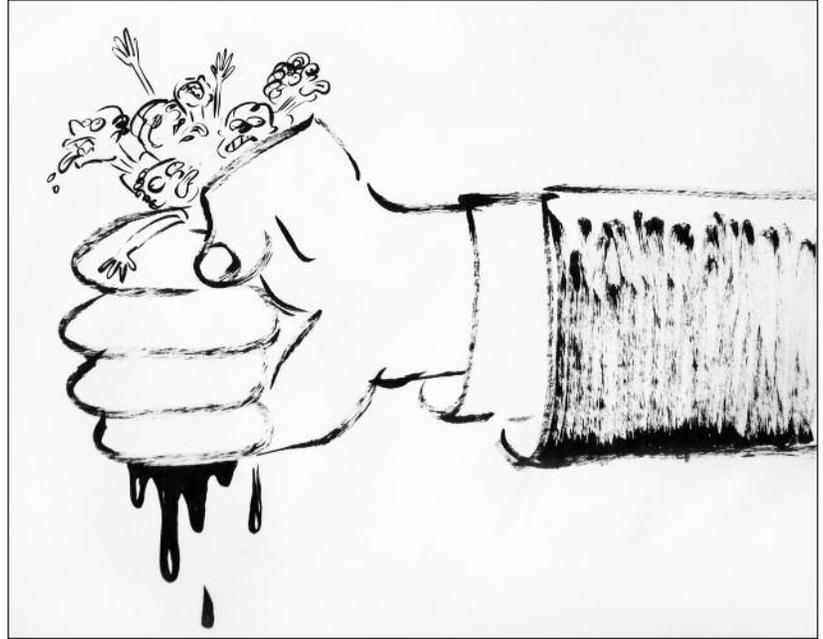
Ce n'est pas une coïncidence si le premier programme de travail temporaire a été créé en 1966, quelques années seulement après l'élimination des catégories explicitement raciales qui avaient antérieurement défini les lois d'immigration au Canada. Le Programme d'autorisation d'emploi des non-immigrants (PAENI) a créé une catégorie distincte de travailleurs et travailleuses « peu qualifié-e-s », la majorité d'entre eux et elles issu-e-s des pays du Sud. Cela a pris quelques années avant que les effets du PAENI

adaptées ou à un environnement plus attrayant (fiscalité moins élevée, réglementations sociales et environnementales moins contraignantes, etc.).

Il est donc facile de comprendre qu'il est très alléchant pour une entreprise de fabriquer ses produits dans les pays émergents. Mais qu'en est-il de ceux et celles qui font vivre et vivent de ces entreprises assoiffées d'argent et de pouvoir ? Les conséquences sont évidentes : perte d'emploi, détérioration des conditions de travail et accroissement des inégalités sociales, autant dans les pays émergents que dans les pays développés. Dans ces derniers, l'impact ne se fait pas seulement sentir au niveau des employé-e-s de l'entreprise directement concernée, mais touche également toute la communauté environnante. On peut le constater par le taux de chômage élevé, les jeunes qui émigrent, les services publics qui tombent en désuétude, les petites entreprises qui ferment faute d'une main-d'œuvre qui n'a eu d'autre choix que de partir vers de plus grandes villes, etc. Certes, ce phénomène de délocalisation n'est pas nouveau, mais il a connu une nette accélération depuis la signature de l'Accord de libre-échange

**Concentration** : Processus par lequel une minorité s'arrogue un pouvoir (politique ou médiatique) ou des richesses au détriment de la majorité, dite silencieuse.

aient totalement pris forme, mais à partir des années 1980, les demandes d'autorisations temporaires de travail avaient éclipsé l'entrée de travailleurs et travailleuses permanent-e-s. Le Programme de travailleurs étrangers temporaires (PTEC) fut établi en 2002, en extension du PAENI. Il s'est rapidement élargi, triplant de volume depuis 2006, signalant une fois de plus la centralité d'une force de travail hyperflexible dans les plans capitalistes. Les employeurs peuvent puiser du travail de tout pays dans le monde, sans surveillance gouvernementale, et sans accords bilatéraux. Il n'y a pas de chemin vers la résidence permanente ; le droit des travailleurs et travailleuses de rester au Canada dépend de leur employeur. La plupart des travailleurs et travailleuses migrant-e-s reviennent chaque année pour compléter le même travail de contrat « à court terme ». Ces travailleurs et travailleuses ont été « temporaires permanent-e-s », enfermée-e-s dans une situation d'insécurité persistante.



canadienne. Éventuellement, plus de 60 000 personnes vivant actuellement au Canada (et des centaines de milliers qui les remplaceront de manière temporaire) seront expulsées, forcées à partir, ou obligées de vivre ici comme travailleurs et travailleuses sans papiers et criminalisé-e-s<sup>1</sup>.

Cependant, des changements en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015 n'ont fait qu'empirer davantage cette situation :

La nouvelle législation « 4 et 4 », visant les travailleurs et travailleuses les plus exploitée-e-s du PTEC, limitera ces personnes à quatre ans de travail, puis les empêchera de revenir au pays pour les quatre années suivantes. Cela rend ces personnes encore plus isolé-e-s et vulnérables, amenant un système d'immigration à porte tournante pour les plus exploitée-e-s. Tous et toutes les travailleurs et travailleuses temporaires à bas salaire embauché-e-s dans les réseaux de soins à domicile qui ont travaillé au Canada depuis plus de quatre ans seront empêché-e-s de travailler, et seront forcé-e-s de quitter le pays – une des plus grandes déportations de l'histoire

## Les ravages de l'« efficacité »

La dernière mode dans la gestion du travail, c'est celle de l'« efficacité ». Plusieurs réorganisations ont eu lieu, sont en cours ou sont planifiées, au nom de ce désormais sacro-saint principe de la « nouvelle gestion publique ». Déjà, avec l'« efficacité », nous devons « faire plus avec moins ». Mais avec l'« efficacité », il faut désormais « faire mieux avec rien » ! L'organisation du travail est entrée dans une phase quasi psychotique, où les patrons déforment la réalité afin de faire croire aux employé-e-s que ce sont eux et elles le problème, et non leurs propres exigences totalement irréalistes. Les principes de gestion tels que le Lean, la méthode Toyota, le Six Sigma, le Kaizen et autres, sont autant d'exemples de « gestionnisme aiguë » qui

**Concertation (ou consensus) :** Stratégie utilisée par l'État et le patronat pour imposer des décisions politiques ou économiques ; ses manifestations les plus fréquentes sont les sommets, comités ou tables de « négociation ».

dénaturent le sens même du travail et font peser sur les employé-e-s un stress psychologique et physique très lourd. Des personnes n'ayant aucune compétence dans votre champ de travail peuvent désormais débarquer à votre boulot, vous évaluer, juger de votre « performance » et vous forcer à abolir des gestes ou des activités sous le prétexte qu'ils « n'ont pas de valeur ajoutée »... Parlez-en aux préposé-e-s aux bénéficiaires, qui se font dire de moins parler avec les patient-e-s parce que c'est une « perte de temps ». Nous en sommes arrivé-e-s à un point où le travail n'a plus aucun sens autre que celui du profit. Et le profit de qui, pensez-vous ?

Certes, plusieurs luttes menées dans le passé nous ont permis d'avancer et d'obtenir plusieurs gains au niveau des conditions de travail. On n'a qu'à penser à l'obtention de la journée de huit heures, lutte internationale menée à bout de bras par les mouvements ouvriers et qui a donné naissance à la célèbre grève du 1<sup>er</sup> mai de 1886 aux États-Unis. Il y a également la Loi du salaire minimum de 1940 ; la version définitive du Code du

travail du Québec, adopté en 1964, découlant de la pression exercée par les syndicats afin d'y intégrer le droit de grève pour les syndicats de certains secteurs publics et parapublics ; l'obtention en 1973 des jours fériés chômés (en plus d'être payés) et de l'assurance-salaire ; le congé de maternité en 1976 et de paternité en 1979 ; les dispositions anti-briseurs de grève du Code du travail adoptées en 1977 ; ou, plus récemment, la Loi sur l'équité salariale adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 1996.

Comme mentionné plus haut, plusieurs de ces acquis sont soit en chute libre ou ne suivent pas l'évolution de la société. Les acquis ne sont plus à protéger, mais bien à reprendre, ce qui signifie qu'il faut combattre pour les recréer et arrêter le massacre.

#### Note

<sup>1</sup> [www.solidarityacrossborders.org/fr/beyond-austerity-article-for-the-printemps-2015-newspaper](http://www.solidarityacrossborders.org/fr/beyond-austerity-article-for-the-printemps-2015-newspaper).

# Capitalisme et destruction programmée de l'environnement

**O**N NE PEUT PARLER de capitalisme sans parler de ses impacts sur l'environnement. Comme nous le verrons plus loin, le capitalisme repose sur une croissance infinie, ce qui est évidemment problématique sur une planète de taille finie. Mais avant de se pencher sur la situation actuelle, examinons quelques éléments sur le capitalisme et le gaspillage, sur les liens entre rareté et exclusion et sur le développement durable.

## Le gaspillage

Le développement du système capitaliste est basé sur l'optimisation des processus de production dans le but de réduire le temps de travail pour chaque unité produite. Les entreprises qui ne visent pas cette augmentation de la productivité font inévitablement faillite, alors que leurs concurrentes produiront plus pour moins cher. Depuis l'apparition du capitalisme, nous sommes passés d'un mode de production strictement utilitaire, dans lequel les personnes produisaient les biens nécessaires à leur subsistance, à un système basé sur l'échange de marchandises visant un volume de production toujours plus grand, qui se traduit nécessairement par une augmentation constante du gaspillage. On peut identifier cinq types de gaspillage : le gaspillage productif, le gaspillage managérial, le gaspillage spéculatif, le gaspillage politico-économique et la surconsommation.

**Le gaspillage productif.** Dans n'importe quelle industrie, pour montrer qu'un bien est prêt à être utilisé, on l'emballage. Le but est d'éviter d'abîmer ou de mélanger les biens et de les rendre standards. Ajoutons que la standardisation fait en sorte que sur le lieu de production, des items non conformes sont fréquemment rejetés. La pratique peut parfois être justifiée, mais peu importe le secteur, des formes similaires de gaspillage existent et ne découlent souvent que du désir de trouver la solution « la moins chère » de produire des biens standards.

**Le gaspillage managérial.** Plusieurs projets ne voient jamais le jour ou sont abandonnés après une mise en marché ratée. On peut penser aux jeux vidéo, aux nouveaux produits, aux nouvelles technologies, aux moyens de communication, etc. Les produits qui se rendent effectivement sur le marché ne sont que la pointe de l'iceberg. Plusieurs entreprises voguent sur la nouveauté et la majorité de leurs projets n'aboutissent pas. Et les gens qui travaillent sur ces nouveaux projets procèdent au même gaspillage productif décrit plus haut.

**Conseiller financier :** Soi-disant expert censé gérer le portefeuille des petits investisseurs (généralement issue de la classe moyenne [voir plus haut]), et qui se prend une commission en pigeant au passage dans ledit portefeuille.

**Le gaspillage spéculatif.** Lorsque la valeur des entreprises d'un secteur donné augmente, elle mène à la création d'entreprises en tout genre afin de canaliser les capitaux investis. Ce sont ces entreprises faisant la promotion de nouveaux produits, de nouvelles idées, que l'on appelle des *start-ups*. Elles misent, entre autres, sur leur forte croissance pour attirer des investisseurs, mais dans un contexte de spéculation, ces entreprises peuvent simplement travailler sur leur image, sur leur représentation auprès des actionnaires, plutôt que de réellement investir dans la création de produits. Dès que la spéculation dans le secteur ralentit, ces *start-ups*, n'ayant aucun revenu autre que des investissements, se dissolvent, laissant derrière elles des équipements qui vont rouiller et des employé-e-s au chômage. Par exemple, la majorité des entreprises apparues dans la bulle .com, de 1999 à 2001, avaient déjà disparu en 2004.

**Le gaspillage politico-économique.** Parce que les entreprises n'évoluent pas en vase clos, les pays sont en compétition dans l'arène mondiale. C'est à cette échelle que les barrières tarifaires, les embargos et les lois sur l'exportation sont votés, fréquemment de façon mal synchronisée avec les cycles de production.

**La surconsommation.** On a tendance à acheter des biens qu'on n'utilise pas. Ce comportement est encouragé par des facteurs évidents : incitation aux achats compulsifs, achat de sûreté (au cas où on en aurait besoin), publicité omniprésente ou destinée aux enfants, etc. Sans compter que le statut social est souvent établi sur la base des possessions matérielles.

Prenons l'exemple de l'agriculture. La dernière étude des Nations Unies estime que 50 % des biens alimentaires produits dans le monde sont gaspillés<sup>1</sup>. Toutefois, cette étude ne s'arrête qu'au « cycle de production », observant la façon dont la nourriture est produite et ne prenant pas en compte les « cas particuliers » liés aux politiques (notamment les lois sur l'importation de produits alimentaires) ou aux modes alimentaires des pays du Nord.

De plus, dans de tels calculs, on ne tient pas compte de la quantité de travail nécessaire au maintien du capitalisme : les travailleurs et travailleuses payé-e-s pour s'assurer que chaque personne qui achète quelque chose le paye, l'impression et le contrôle de l'argent, le secteur de la finance, la publicité, les guerres et conflits causés par le maintien des injustices, les stratégies de vente douteuses comme l'obsolescence planifiée, etc.

Finalement, on ne peut passer sous silence ce que l'on détruit pour maintenir en place le capitalisme. Il existe encore énormément de personnes qui vivent de l'agriculture de subsistance, de la chasse, de la propriété collective de la terre et d'autres formes non capitalistes d'exploitation agricole. Au Canada comme ailleurs, les communautés autochtones défendent leur droit de pêche traditionnel, comme leurs territoires de cueillette ou de chasse, contre les industries. Ces droits et territoires sont constamment menacés par l'agrobusiness ou les projets miniers ou hydroélectriques : les modes de production autochtones sont rarement considérés comme « productifs » et « rentables » selon les critères d'évaluation capitalistes. En effet, les gens qui vivent de l'agriculture traditionnelle ne cultivent que ce dont ils et elles ont besoin et conservent efficacement leur production. C'est pourquoi on continue aujourd'hui de s'attaquer aux producteurs et productrices qui conservent une part de leur production pour faire des semen-

**Crise :** Pathologie chronique et contagieuse causée principalement par la cupidité de la « grande finance » et dont le principal symptôme est une Grande Dépression.



ces, qui font de l'agriculture de subsistance ou qui, plus généralement, ne mettent pas sur le marché leur production alimentaire : le produit intérieur brut (PIB) ne peut augmenter que si l'on vend notre production pour acheter d'autres biens.

### L'épuisement des ressources et l'exclusion

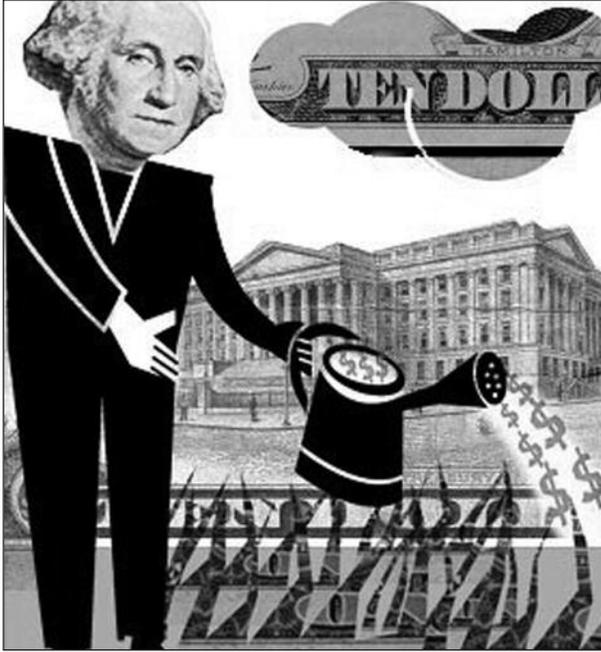
Le gaspillage s'inscrit nécessairement dans le fonctionnement normal du capitalisme. C'est lorsque le mécanisme se bloque que les politiciens nous parlent de l'épuisement des ressources. Toutefois, ce soi-disant épuisement n'est que le maquillage de dynamiques qui visent à exclure les plus pauvres d'entre nous, à favoriser l'agenda des gouvernements et à renforcer le pouvoir des entreprises. Voyons comment.

On explique fréquemment la valeur des biens en fonction de la rareté. Dans les faits, les entreprises tirent des bénéfices astronomiques du contrôle des ressources nécessaires à la production de biens par toutes sortes de moyens, comme en employant des méthodes d'extraction moins coûteuses ou en diminuant les salaires des employé-e-s, lorsque la valeur des ressources sur le marché baisse. Ce n'est que lorsqu'il devient impossible de faire des profits qu'elles s'arrêtent. Par exemple, l'extraction de sables bitumineux demande un investissement fixe, mais le prix de revente est variable ; on cesse la produc-

tion lorsque son coût dépasse le prix de revente, même s'il reste encore des milliards de litres de pétrole dans le sous-sol albertain. Ainsi, la rareté n'est qu'un facteur secondaire dans la détermination des prix : le contrôle sur le territoire d'exploitation, la concurrence entre les entreprises et la quantité de travail nécessaire à l'extraction sont en fait beaucoup plus importants.

L'humanité a traversé différentes crises de consommation, et la plupart d'entre elles possèdent des similarités qui permettent de dégager deux conséquences principales. Premièrement, dans une économie globalisée comme la nôtre, une faible augmentation des prix peut entraîner une baisse de disponibilité des marchandises dans les pays dominés économiquement. Par exemple, lorsque les États-Unis ont mis en œuvre une réforme des subventions agricoles sur le maïs afin de favoriser la production d'éthanol, cela a entraîné une augmentation du prix du maïs, si bien que le Mexique et l'Égypte ont dû déboursier un milliard de dollars supplémentaire pour leur approvisionnement entre 2005 et 2010<sup>2</sup>. Ainsi, plusieurs enjeux environnementaux se traduisent par une augmentation des inégalités sociales en raison de la pression induite sur les pays désavantagés dans la joute monétaire. De plus, les projets de développement créant une énorme pollution réduisent la valeur des terres contaminées ou des résidences qui s'y trouvent. Ainsi, les riches ont

**Croissance** : Vue de l'esprit selon laquelle une croissance perpétuelle est possible dans un monde où les ressources sont limitées.



toujours plus de chance d'avoir accès à un environnement de qualité.

Deuxièmement, ces crises d'approvisionnement renforcent le système en place et peuvent, en fait, générer une croissance économique. En effet, le système capitaliste profite des crises environnementales et des changements aux modes d'extraction. Pensons, par exemple, au boom pétrolier survenu dans le nord de l'Alberta, qui a nécessité non seulement des investissements dans d'énormes infrastructures industrielles, mais a aussi doublé la taille de certaines villes. Ou encore, lors de la crise des subsistances en Europe en 1816, année pendant laquelle il n'y a eu presque aucune récolte, l'économie ayant été grandement stimulée en raison de l'augmentation drastique de l'importation de biens alimentaires provenant de la Russie<sup>3</sup>. Ainsi, le système économique a tout à gagner des crises environnementales et il n'y aura définitivement pas de désintégration économique à la suite d'une catastrophe écologique.

L'État tire doublement profit de la reconstruction : premièrement, de l'ouragan Katrina à la reconstruction de l'Irak ou de l'Afghanistan, les

gouvernements ont généreusement distribué les contrats de reconstruction, qui rapportent généralement de deux à trois fois plus que des projets réguliers vu l'urgence et les dispositifs de sécurité nécessaires. Deuxièmement, ils en profitent pour passer des réformes sociales, administratives et juridiques visant la pérennité du système capitaliste. Après l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic en 2013, la majorité des investissements d'Ottawa visaient la relance économique. La reconstruction est particulièrement profitable : aucune recherche n'est nécessaire, on ne fait que produire plus de ce que l'on produit déjà. C'est le même effet économique qui a fait que la reconstruction européenne a été aussi profitable pour les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. La perte de productivité temporaire due à un désastre est fortement compensée par l'incitation à l'achat, les constructions d'urgence et l'importation de main-d'œuvre des régions avoisinantes.

### Développement durable, comportements individuels et *greenwashing*

Depuis plusieurs années, le développement capitaliste a causé des changements dramatiques pour les écosystèmes terrestres, dont la réduction de la biodiversité et le réchauffement climatique. Une combinaison d'efforts scientifiques, politiques et sociaux pour conscientiser et réagir à ces changements ont eu lieu, si bien que les gouvernements et les industries n'ont eu d'autre choix que de développer des « solutions », dont la portée est toutefois très limitée. Par exemple, les accords internationaux sur les gaz à effet de serre sont systématiquement minés par la nécessité de croissance économique. Entre autres « solutions », examinons le développement durable, le *greenwashing* et les comportements individuels.

Le développement durable mis de l'avant par les élites économiques est une façon de rendre un système basé sur le gaspillage (voir plus haut)

**Déficit zéro** : Obsession semblable à celle du profit (voir plus bas), mais qui est motivée par une autre : la dette (voir entrée suivante).

durable à long terme. Les périodes de croissance soutenue du capitalisme sont basées sur des transitions : on déploie un nouveau réseau de transport en passant de la voiture au transport en commun, on passe de la publication papier à la diffusion par internet, de la vente en magasin à la vente en ligne. Ces changements ont des impacts variés sur l'environnement et sur la consommation énergétique, mais il reste que l'objectif des entreprises est de s'assurer qu'une pratique donnée est durable, en faisant abstraction de la pollution causée en amont. Par exemple, on considère le développement de logiciels comme une activité non polluante, donc durable. Toutefois, lorsque l'on pense à la quantité de microprocesseurs nécessaires au fonctionnement de millions d'ordinateurs, sans compter que ceux-ci sont renouvelés au minimum chaque deux ou trois ans, et à la pollution causée par l'extrait des minerais pour leur production, on voit bien que ces entreprises dites durables sont à peine... endurables. Pire, seulement certaines niches de produits existent dans le domaine du développement durable (avec les certifications qui s'y rattachent) et les produits « responsables » se retrouvent donc en compétition avec les autres, qui sont fréquemment moins chers à cause des économies d'échelle (plus on produit, moins ça coûte cher par unité). Ainsi, l'effet économique général du développement durable demeure la croissance économique, puisqu'une partie de la production est vendue plus cher.

Par exemple, la certification FSC, qui a été mise en place pour favoriser des pratiques durables en foresterie, propose une structure dite collégiale incluant la participation des citoyen-ne-s, de groupes environnementaux, de travailleurs et travailleuses, de certaines communautés autochtones. Toutefois, cette structure est issue du marché pour aider le marché<sup>4</sup>. En 20 ans, 35,3 % des forêts nord-américaines ont été certifiées, contre 4 % des forêts africaines, ce qui montre encore les disparités économiques entre le Nord et le Sud. La plu-

part des entreprises se sont jointes au programme dans l'espoir de trouver de nouveaux marchés<sup>5</sup>. Toutefois, lorsque le contexte politico-économique n'a plus été favorable à la certification FSC, entre autres en raison de la crise économique, elle a été revue à la baisse<sup>6</sup>, alors qu'elle était à peine suffisante pour permettre une exploitation forestière continue. Résultat : on aurait besoin d'une nouvelle norme permettant vraiment une exploitation forestière soutenable. Certes, une partie de la destruction environnementale a été temporairement ralentie, mais la conséquence principale a été une augmentation des prix de 5 à 20 % pour 30 % de la production forestière, tout en encourageant la déresponsabilisation des gouvernements quant à la protection environnementale. Tout ça sans même faire une critique des normes en question, qui sont à peine plus élevées que les réglementations locales, et dont des organisations se dévouent à montrer l'inefficacité<sup>7</sup>.

Cela nous amène à parler de consommation responsable, dont les limites sont nombreuses : on compte sur les individus pour qu'ils et elles consomment des produits équitables ou qu'ils et elles fassent pression sur leur entourage pour qu'il fasse de même, ce qui fait qu'une très faible partie des biens produits le sont dans un certain respect de l'environnement ou des travailleurs et travailleuses. C'est-à-dire qu'on fait porter à la population le fardeau du développement durable et de la consommation responsable, parce que les entreprises, qui contrôlent pourtant la production, ne veulent pas être tenues de respecter des normes environnementales. Toutefois, seule une infime minorité de la population mondiale peut se permettre l'achat de biens éthiques. Lorsqu'on prône la consommation responsable, dont le slogan se résume à « Acheter, c'est voter », on exclut les gens trop pauvres pour y participer, on recrée la hiérarchisation sociale au sein de la « contestation » et on fait reposer sur les épaules des plus pauvres la responsabilité de la destruction environnementale.

**Dette : Épée de Damoclès brandie par ceux-là mêmes qui en sont responsables, pour justifier le désengagement de l'État.**

En plus de diviser la population, les mouvements basés sur la consommation responsable ne prennent pas en compte la globalité du phénomène social : si des façons plus durables, responsables ou équitables existent, elles doivent être accessibles à tous et toutes, et la meilleure façon d'y arriver, c'est de mettre en place des organisations qui ne visent pas à tirer un profit de la vente de ces produits.

Pire, certaines pratiques qualifiées de « durables » ou « écologiques » ne le sont pas vraiment, ou le sont seulement dans le cadre d'une utilisation spécifique. Par exemple, il est très difficile de trouver du shampoing qui n'est pas « 100 % naturel », des bouteilles d'eau qui ne mentionnent pas le mot « nature », et des compagnies de couches qui n'utilisent pas de coton bio... ce qui ne garantit en rien que ces produits soient inoffensifs pour l'environnement. C'est ce qu'on appelle du *green-washing*, lorsque des entreprises font semblant d'être « vertes ». Seulement une minorité peut différencier le bon grain de l'ivraie : il faut du temps et des ressources pour savoir si ça vaut la peine ou s'il s'agit d'une attrape. De nombreux projets sont en fait utiles et valables, et doivent être encouragés, mais il semble que ne pas consommer ou, du moins, réduire sa consommation soit la seule solution véritablement écologique.

## La législation environnementale

On voit ainsi que le problème ne réside pas tant dans les pratiques spécifiques des entreprises, mais dans les mécanismes de rétroaction avec les communautés qui s'inquiètent de la destruction de leur environnement. C'est la nature même des entreprises qui fait que les informations qu'elles possèdent sur les dommages environnementaux qu'elles causent, sur les pratiques internes légales ou semi-légales pour économiser, sur la toxicité de

leurs propres produits, ne sont connues que de leurs actionnaires, et ce, quand ils veulent bien le savoir. Dans ce contexte, les travailleurs et travailleuses et la communauté habitant à proximité d'une entreprise ne sont donc pas en mesure de décider quoi que ce soit, on les laisse à peine exprimer leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux. S'ils et elles veulent des changements, il leur revient de prouver hors de tout doute la responsabilité directe de l'entreprise, dans le cadre de procédures judiciaires coûteuses et interminables. Pendant ce temps, l'entreprise a tout le loisir de poursuivre ses opérations, d'exploiter les ressources et de repartir, laissant derrière elle la destruction et la maladie.

Ce n'est pas un problème qui peut être résolu par les gouvernements, qui dépendent totalement de la croissance économique. Dans les États libéraux de droit commun, tout est permis, et d'éventuelles pratiques problématiques peuvent faire l'objet de régulations. Or, les entreprises savent que les lois ne sont mises en place que lorsque des preuves de toxicité sont établies. Par exemple, alors qu'aucune étude ne démontre que les ondes des téléphones cellulaires sont nocives à forte dose<sup>8</sup>, plusieurs études sur le sujet mentionnent que les chercheurs et chercheuses ont été approché-e-s par les compagnies de ce secteur afin de modifier ou de ne pas publier leurs résultats. Ainsi, les entreprises ont tout intérêt à camoufler les problèmes environnementaux et les risques à la santé liés à leurs activités. Tant qu'une minorité possédera les entreprises et en tirera un profit grandissant, la population n'aura que des moyens marginaux pour stopper le saccage environnemental en cours.

Le réchauffement climatique est un autre exemple de l'incapacité criante des gouvernements à résoudre les problèmes écologiques. Depuis la signature de l'accord de Kyoto en 1997, les émissions de monoxyde de carbone ont augmenté de

**Économie** : Pseudoscience qui se réduit à quelques concepts et mécanismes simples à comprendre, mais qu'on s'évertue à complexifier inutilement par l'utilisation d'un jargon obscur. Jouet préféré des politiciens, qui s'évertuent à le faire rouler (« faire rouler l'économie »), peu importe les résultats.

plus de 50 % alors qu'elles devaient diminuer de 8 %. Avec la désintégration irréversible de l'Inlandsis Ouest-Antarctique, un énorme glacier jadis attaché à l'Antarctique, on estime que le niveau des océans va augmenter de près de trois mètres, causant le déplacement de millions de personnes vivant dans les zones côtières et les zones inondables. Pire, avec un réchauffement climatique estimé à près de 4° Celsius d'ici 2100, on prévoit que la production alimentaire sera réduite de moitié, notamment à cause de la désertification des terres cultivables et des variations des précipitations et des courants marins. Toutefois, on l'a vu plus haut, les désastres environnementaux causent certes une baisse de productivité localisée et temporaire, mais profite au système en entier ; même la destruction des récoltes intensifie l'activité économique. Ainsi, le dérèglement climatique ne nuit pas au système capitaliste, il l'alimente directement.

## Notes

<sup>1</sup> [www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.htm](http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e00.htm).

<sup>2</sup> [www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/10/201210993632838545.html](http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2012/10/201210993632838545.html).

<sup>3</sup> La crise économique n'est survenue en Europe continentale que deux ans plus tard, lorsque les importations de la Russie sont devenues non rentables et que tous les chariots construits pour les années précédentes sont devenus inutiles.

<sup>4</sup> [www.academia.edu/2602980/The\\_Politics\\_of\\_Multi-Stakeholder\\_Initiatives\\_The\\_Crisis\\_of\\_the\\_Forest\\_Stewardship\\_Council](http://www.academia.edu/2602980/The_Politics_of_Multi-Stakeholder_Initiatives_The_Crisis_of_the_Forest_Stewardship_Council). Voir, notamment, la conclusion.



<sup>5</sup> Christine Overdevest et Mark G. Rickenbach, « Forest certification and institutional governance: An empirical study of forest stewardship council certificate holders in the United States », *Forest Policy and Economics*, vol. 9, n° 1, 2006, p. 93-102.

<sup>6</sup> Sandra Moog, André Spicer et Steffen Böhm, « The Politics of Multi-Stakeholder Initiatives: The Crisis of the Forest Stewardship Council », *Journal of Business Ethics*, vol. 128, n° 3, mai 2015, p. 469-493.

<sup>7</sup> Entre autres : <http://fsc-watch.com>.

<sup>8</sup> [www.pathophysiologyjournal.com/article/S0928-4680%2814%2900064-9/fulltext](http://www.pathophysiologyjournal.com/article/S0928-4680%2814%2900064-9/fulltext).

# Tentatives grossières de réformer le capitalisme

**D**ANS UNE SOCIÉTÉ CAPITALISTE, il est dans l'intérêt des personnes qui se retrouvent en haut de la pyramide de laisser croire à la population qu'elles sont de son côté. Les « compromis » effectués et les « acquis » octroyés sont ce que l'on pourrait appeler des réformes, dont les élites sont d'ailleurs les seules véritables bénéficiaires. En effet, par leurs réformes, ces élites tuent la révolte, embobinent le peuple et maintiennent le statu quo.

## Lobbyisme

Le lobbyisme vient du mot « lobby », qui était l'endroit au parlement britannique où des groupes de pression allaient faire valoir leurs intérêts auprès des élus. Le terme est depuis employé pour désigner les groupes d'intérêts eux-mêmes, qui tentent d'influencer par leur discours l'État, la population, et souvent même la recherche scientifique et les médias.

Le lobbyisme est aussi devenu pour l'État une façon de contourner l'opinion publique et les revendications sociales. Il engage des firmes pour formuler un discours qui séduit la population et qui fait passer en douceur des lois et des réformes qui, autrement, ne seraient probablement pas acceptées.

Pour les compagnies privées, c'est une excellente façon de s'octroyer des contrats ou de saboter les efforts des compétiteurs. C'est par l'utilisation

de leurs lobbyistes que les recherches scientifiques sur l'environnement sont ralenties ou détournées de leurs objectifs, que le choix des subventions est orienté, souvent en leur faveur. Pour les compagnies pétrolières, c'est le moyen privilégié pour influencer les lois sur l'environnement à leur avantage. Le lobbyisme corporatiste permet aussi aux entreprises, par exemple, de mettre sur le marché des produits douteux tout en conservant leur image publique.

Le lobbyisme, qui se veut un mécanisme de défense des intérêts d'un groupe d'opinion particulier, pourrait être quelque chose de positif, mais pas dans un contexte capitaliste. En effet, depuis des décennies, le lobbyisme n'est accessible qu'aux personnes qui ont les moyens de se l'offrir : l'État, le patronat et les grandes entreprises.

## Gauche électorale

Pour contrecarrer le capitalisme, les organisations de gauche optent généralement pour la solution électorale. Avoir une voix de gauche au gouvernement serait la solution pour renverser les partis de droite. Non seulement cela offrirait l'occasion de propager des idées plus progressistes et sociales, mais cela permettrait de vraiment changer les choses, puisqu'on aurait un pouvoir de décision plus important.

Économiste : Soi-disant expert, adepte de l'économie (voir définition précédente).

Cette idée de changer le système de l'intérieur est vue par ces organisations comme la meilleure option, mais la plupart du temps, pour ne pas dire tout le temps, ça ne sert à rien. En effet, comment peut-on apporter des changements significatifs en tenant les rênes du pouvoir sur un territoire donné alors que le système capitaliste est mondial ? De plus, pour arriver à changer le système de l'intérieur, il faut que l'intérieur veuille changer. La gauche électorale ne s'attaque pas à l'élite en place, ni aux privilèges économiques d'une partie de la population (patronat, banques, multinationales, riches, etc.), et se plie au cadre politique dans lequel elle agit. Et ce cadre ne date pas d'hier ! Ça fait longtemps que le capitalisme est ancré dans notre système politique, ce sont des années et des années de magouilles et d'engrenages qui ne changeront pas du jour au lendemain, même si on opère de l'intérieur. Les échecs successifs des partis socio-démocrates sont dus à la nature même de l'électoratisme comme stratégie politique.

Devoir œuvrer dans un système politique, économique et social capitaliste, devoir se plier à ses règles et s'adapter aux torts déjà causés ne peut mener qu'à des compromis. Les compromis impliquent de prioriser certains projets au détriment d'autres, parce qu'il « faut être raisonnable » et « ne pas trop en demander » si on veut avoir une chance d'être élu ou réélu. Les compromis profitent rarement à l'ensemble de la population, mais souvent à une minorité. De plus, les compromis sont souvent bien loin des revendications qui en sont à l'origine. Tranquillement, cette « gauche » dérive vers le centre... puis de plus en plus vers la droite en appliquant des programmes économiques néolibéraux ou en usant d'autoritarisme. Prenons, par exemple, le Parti québécois (PQ), qui, dans ses débuts socio-démocrates, était un parti de travailleurs et de travailleuses. Il a pris des décisions pro-syndicales et a favorisé une perspective de réforme des programmes sociaux pour les rendre plus accessibles. Pourtant, si on regarde la dérive qu'il a prise

depuis belle lurette, il a été au premier rang pour couper dans les services publics et pour donner des cadeaux à ses petits amis. Il a depuis longtemps oublié les idées qu'il défendait et le peuple qu'il prétendait servir.

Pour donner un exemple plus récent, on n'a qu'à penser à Québec solidaire (QS) : ce parti résulte de la fusion de l'Union des forces progressistes (UFP) et d'Option citoyenne. L'UFP avait elle-même résulté de la fusion de trois partis socialistes (Parti de la démocratie socialiste [PDS], Parti communiste du Québec [PCQ] et Rassemblement pour l'alternative progressiste [RAP]). Le programme actuel de QS est beaucoup plus centriste que ne l'était celui de ses différentes constituantes, sans même que le parti ait pris le pouvoir !

## Classe moyenne

Dans les pays riches, la classe moyenne est sans doute le meilleur exemple pour démontrer les véritables objectifs et intérêts qui se cachent derrière les réformes. Les réformes, au premier coup d'œil, ont l'air de bénéficier à la population, d'augmenter le niveau et la qualité de vie des gens. Mais la grande majorité d'entre elles sont créées en fonction des intérêts du patronat avant d'être mises en application par le gouvernement.

La classe moyenne est apparue en temps de crise, alors que les travailleurs et travailleuses étaient en grève, se battaient pour de meilleures conditions de travail et de vie, de meilleurs salaires, etc. Les grèves générales, particulièrement autour des années 1920, ont eu des conséquences économiques et sociales assez importantes : morts, attentats, appareils de production sabotés, marchandises disparues, production arrêtée, etc. Bref, la crise sociale pendait au bout du nez du gouvernement et menaçait l'équilibre économique capitaliste si cher à l'élite.

La classe moyenne est ainsi née au fil de quelques réformes qui ont permis de développer une classe de travailleurs et de travailleuses privilégié-e-s

**Emploi (ou travail) :** Activité par laquelle on mesure la valeur (voir plus bas) d'un individu. Forme moderne de l'esclavage.



qui bénéficie depuis d'un avantage économique. Par exemple, la journée de huit heures a été concédée pour répondre aux demandes d'une partie seulement des travailleurs et travailleuses, permettant ainsi à l'élite économique et au gouvernement de gagner du temps par rapport aux autres revendications, auxquelles ils n'avaient évidemment pas l'intention de répondre.

La création de cette classe de travailleurs et de travailleuses privilégié-e-s a tué la révolte et a permis aux entreprises de continuer leur production et l'accumulation des profits, tout en maintenant une bonne partie des travailleurs et travailleuses dans la pauvreté. La classe moyenne se caractérise ainsi par des acquis et par ce désir de les conserver à tout prix, même si cela doit se faire au détriment des plus précaires. Elle sent qu'elle les mérite parce qu'elle travaille fort, même plus que les autres. Le fait qu'il existe maintenant une classe de travailleurs et de travailleuses privilégié-e-s contribue à désolidariser le mouvement de révolte populaire.

L'existence de la classe moyenne se caractérise également par le néocolonialisme. La condition pour en faire partie est d'abord d'être citoyen-ne

d'un pays « développé », donc d'avoir un statut en règle ou de faire partie des descendant-e-s de colons. Une partie du prolétariat, tel qu'on le connaissait traditionnellement, a été transféré dans les pays colonisés « en voie de développement » où les conditions de travail sont tellement exécrables qu'elles peuvent entraîner la mort. Dans les pays occidentaux, le visage du prolétariat est désormais celui des sans-papiers, des Autochtones, des chômeurs et chômeuses, des assisté-e-s sociaux, des non-diplômé-e-s et des retraité-e-s, qui font tous et toutes partie des groupes marginalisés. Ces dernier-e-s n'ont souvent pas d'emplois et ont à peine les ressources nécessaires pour survivre.

Ce sont souvent aussi les femmes, qui occupent des emplois précaires, à temps partiel, au salaire minimum, des postes que l'on juge exclusivement adaptés pour les femmes ; ce sont elles, par exemple, qui font le ménage chez les riches et qui s'occupent de leurs enfants pour faire survivre les leurs.

À la lumière des différentes tentatives qui ont été menées depuis près de deux siècles, il n'est pas hasardeux de conclure que le capitalisme ne peut être réformé ni de l'intérieur ni de l'extérieur. Il faut évidemment se battre à court terme pour arracher des compromis aux possédants et aux décideurs parce que les conséquences de ce système sont bien réelles sur la vie des gens qui meurent et souffrent tous les jours. Mais à long terme, c'est d'une transformation sociale, économique et politique profonde dont nous avons besoin.

**Environnement** : Obstacle à contourner dans une course aux profits ; poubelle à ciel ouvert pour les grandes entreprises ; cause pour laquelle des militant-e-s sont considéré-e-s comme « menace intérieure » à la sécurité du Canada et des États-Unis.

# L'approche des droits humains : un autre cadeau empoisonné !

**C**OMME ON VIENT de le voir, le système capitaliste a une capacité assez développée de se maintenir et de se renouveler, entre autres en avalant ou en récupérant sans broncher la plupart des mouvements qui tentent de le réformer. Dans cette perspective, les droits humains, appelés aussi droits de la personne ou droits fondamentaux, sont souvent présentés comme étant le garde-fou ou le contrepoids des inégalités inhérentes au système économique libéral capitaliste et à la démocratie parlementaire dans lesquels nous vivons en Occident.

En réalité, l'approche des droits humains est à la fois une forme de rempart contre les abus et les crimes du capitalisme, mais sert aussi souvent à les justifier. Pour donner un exemple facile, une compagnie minière pourra polluer sans vergogne un écosystème donné en offrant d'avance une somme d'argent importante pour dédommager les populations qui exerceront des recours éventuels pour atteinte au droit à la santé. Comme ce texte porte sur l'application de cette approche en Occident, il est pertinent de souligner que dans les pays du Sud, comme en Amérique latine, la défense des droits fondamentaux est une lutte quasi révolutionnaire, qui coûte la vie à des dizaines de militants et militantes chaque année.

Les tentatives de réforme datent de la nuit des temps...

Les droits de la personne que nous connaissons sont fondamentalement basés sur l'individu ; ce sont des droits qu'on qualifie de première génération. Revenons brièvement en arrière. Le concept des droits humains remonte aussi loin qu'à la Perse ancienne. Il concernait l'abolition de l'esclavage et le respect des minorités religieuses. Deux mille cinq cents ans plus tard, ces deux enjeux ne sont toujours pas réglés, loin de là ! Pendant l'Antiquité, différents courants vont théoriser et tenter de mettre en pratique certains droits fondamentaux comme le droit à la vie, à la dignité ou à l'honneur. L'idée que l'homme (sic) est un sujet, voire un citoyen, n'aura pas beaucoup de succès. À l'apogée de la Grèce « citoyenne » du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C., seulement 11 % de la population a le privilège d'en porter le titre. En Europe et en Afrique, différents souverains plus modernes vont promulguer des chartes, des édits et des déclarations accordant une forme d'égalité et de liberté de conscience, surtout à partir du début de la Renaissance.

Nous connaissons mieux l'époque dite des « Lumières », qui inclut la Déclaration des droits de l'indépendance américaine ou la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen des révolutionnaires français. Il faut noter que toutes ces

**État (ou gouvernement) :** Entité dont le rôle est réduit à celui d'un simple gestionnaire au service des entreprises et des multinationales.

belles chartes de droits individuels ne concernaient souvent que les citoyens masculins de l'ethnie dominante. Par exemple, elles ne s'appliquaient pas aux colonies des puissances européennes. Nos chartes actuelles sont inspirées de celle promulguée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1948, qui ajoutait le concept d'« universalité ». Dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, différents pactes concernant les droits « économiques et sociaux » seront adoptés par l'organisme international. Il faut savoir que ces droits, qu'on pourrait qualifier de droits collectifs, n'ont à peu près jamais été intégrés dans les constitutions nationales des pays. Ces droits collectifs sont considérés de deuxième génération, c'est-à-dire qu'ils considèrent l'humain comme un individu faisant partie d'un groupe et non plus un individu seul dans l'absolu, comme c'était le cas pour les droits de première génération. Par exemple, le droit au logement vient s'opposer directement au droit de propriété, pilier fondamental de notre système libéral capitaliste.

Les chartes des droits, par exemple celles du Québec et du Canada, se sont rajoutées à l'ensemble des lois et règlements de nos systèmes politiques et judiciaires. Les droits humains et leur application sont donc subordonnés à notre système de droit, dont nous connaissons bien les problèmes structurels et les contradictions fondamentales. Notre « État de droit » est basé sur une supposée indépendance du pouvoir judiciaire envers le pouvoir politique et économique. Par contre, dans la réalité, les lois et règlements sont décidés par une élite politique qui provient d'une classe sociale privilégiée et qui a des intérêts spécifiques à défendre, ceux du grand capital. Le jeu de chaise musicale entre les rôles d'avocats patroneux, de ministres, de sénateurs et de membres de conseils d'administration de la grande entreprise et des sociétés d'État est assez révélateur du système de *give and take*. Les juges et les procureurs sont nommés par ces mêmes

gouvernants et font partie du même système partisan. De plus, la justice libérale est essentiellement administrative et bureaucratique. Elle est lente, lourde et financièrement difficile d'accès pour le commun des mortels. Les grands groupes corporatistes et les organisations gouvernementales ont généralement le haut du pavé sur les individus et les communautés. Au final, notre système de justice sert surtout à protéger les privilèges de classe et à maintenir les pauvres et les personnes marginalisées dans leur condition.

### Les nuisances de l'industrie des droits humains

En parallèle, toute une industrie de promotion des droits humains s'est développée au cours des dernières décennies, au niveau local comme international. Certains organismes, comme Amnistie internationale, continuent de jouer un rôle politique de dénonciation des abus, mais avec une approche réformiste qui mène à un cul-de-sac en matière de changements systémiques. D'autres organisations, qui avaient débuté par une réunion de cuisine regroupant quelques personnes inquiètes, sont devenues des multinationales hiérarchisées et rentables, drainant des millions en argent public et privé et imposant leurs vues à des communautés entières, particulièrement dans les pays du Sud. On n'a qu'à penser à la situation en Haïti ou en Afghanistan, pays dans lesquels une armada d'ONG a suivi les bottes des militaires pour accaparer des pans entiers de l'économie et des services publics. On a même osé inventer le concept d'intervention militaire humanitaire, histoire d'aller sauver les membres de minorités ethniques ou les femmes des griffes d'un dictateur qu'on arrose de bombes. On peut penser à l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Kosovo ou à celles de coalitions ad hoc comme en Afghanistan.

**Filet social** : Filet dont les mailles ne cessent de s'agrandir, échappant ainsi un nombre de plus en plus important des personnes précaires auxquelles il était prétendument destiné.

En Haïti, après le dernier coup d'État de la « communauté internationale » (États-Unis–Canada–Brésil) en 2004 et la déportation de Jean-Bertrand Aristide, le pays le plus pauvre des Amériques a été envahi par toutes sortes d'organisations : agences de l'ONU, ONG, entreprises privées, forces militaires et policières de « maintien de la paix », spécialistes et experts de tout acabit, etc. Ce pays, qui était déjà sous domination étrangère du point de vue économique et politique, par le biais de son élite, passait à l'étape de l'occupation pure et simple. Plus de dix ans plus tard, la situation est sensiblement la même, le séisme de 2010 n'ayant pas arrangé les choses, bien au contraire ! Les ONG occidentales ont carrément édifié un système parallèle par et pour elles : les expatriés occidentaux qui y travaillent rentrent et sortent du pays sans avoir de comptes à rendre aux institutions locales, ont un niveau de vie disproportionné par rapport au reste de la population (salaires très élevés, domestiques à disposition, véhicules importés) et ont accès à toutes les technologies modernes dont ne peut se prévaloir la population locale.

Les ONG font venir des spécialistes occidentaux dans tous les domaines sensibles (santé, ingénierie, administration) au lieu de former les personnes sur place. En même temps, elles ouvrent des services (hôpitaux, médias) qui vident les organisations locales de leurs employé-e-s. Il faut aussi savoir que les rares « locaux » qui obtiennent des postes sont des exécutant-e-s et ont rarement de prise sur les décisions. Sans compter qu'ils et elles doivent parler le français ou l'anglais, autre obstacle pour plusieurs. Dans le cas d'Haïti, il est clair que l'« aide humanitaire » nuit à son développement et ne fait pas progresser les fameux droits humains. De plus, cette survie sous perfusion empêche les communautés de s'organiser par elles-mêmes et de se révolter contre leurs dirigeants, qui sont à plat ventre devant les occupants.



### L'échec des mouvements sociaux

Historiquement, en Occident, ce sont les syndicats qui ont engendré le plus de réformes démocratiques et d'acquis en matière de droits humains. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont lutté pour améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers et ouvrières. Plusieurs de ces mouvements syndicaux ont amené ces revendications dans une perspective révolutionnaire, ce qui a obligé les États et les bourgeoisies à céder du terrain en accordant, par exemple, le suffrage universel et la journée de travail de huit heures. Plus tard, particulièrement au Québec, ce sont les groupes populaires (qu'on appelle maintenant communautaires et qui sont financés par l'État) qui vont défendre les droits des populations opprimées

**Finances publiques** : Sous ce terme technocratique se cache ce qu'on appelait anciennement « trésor » ou « budget » ; on en parle surtout pour justifier des compressions, des tarifications et des privatisations de services et de programmes.

comme les femmes, les sans-emplois, les locataires, etc. Ces groupes, tout comme les syndicats, vont abandonner graduellement le caractère offensif de leurs revendications et se retrouver, dans la majorité des cas, à défendre les acquis et gérer les reculs. Un exemple parmi d'autres : en 1972, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), maintenant la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), adopte un manifeste anticapitaliste intitulé « L'école au service de la classe dominante ». Parmi les revendications exprimées, on réclame l'autogestion des écoles publiques par ses acteurs et actrices (enseignant-e-s, personnel de bureau et d'entretien, élèves et parents) et l'arrêt de la transmission de l'idéologie capitaliste par l'enseignement public. Quarante ans plus tard, la performance et la compétition composent le moteur du système d'éducation. La CSQ n'ose même plus revendiquer

l'arrêt des subventions aux écoles privées, pourtant au cœur de la mécanique de reproduction des classes sociales.

Le concept des droits humains ne remet pas en question le système économique et politique. Son approche basée sur l'individu ne propose pas d'analyse systémique des inégalités et des injustices. Comment peut-on vouloir éliminer le racisme, le patriarcat, les différentes formes de discrimination sans confronter radicalement le système ? Beaucoup de gens reconnaissent de plus en plus l'intersectionnalité des oppressions et que seule une lutte globale peut amener un vrai changement. L'approche des droits humains peut parfois contribuer à améliorer les conditions de vie de certaines personnes ou empêcher certains reculs, mais essentiellement, elle ne fait que donner un visage humain au capitalisme.

# L'origine et le rôle de la police dans le système capitaliste

**I**L EST IMPOSSIBLE de se débarrasser de la police, et de la violence qui l'accompagne, sans se débarrasser du capitalisme. Car l'institution de la police assume un rôle précis dans notre société : elle est le bras armé du patronat et des élites politiques, et sert à maintenir en place tout le système de privilèges. Les policiers se retrouvent ainsi dans une situation contradictoire : travailleurs en uniforme, ils vendent leur force de travail à un employeur qui leur demande de violenter leurs pairs.

Le corps policier constitue l'une des assises du système capitaliste. Il n'est pas le seul moyen de contrôle qu'emploie l'élite : le capitalisme a su mettre en place un régime de contre-révolution préventif par divers dispositifs qui détournent la volonté de lutter (individualisme, élitisme, culte de la réussite et de l'argent, propriété privée, consommation de masse et crédit, etc.). Mais ces dispositifs sont tous, au final, appuyés par la possible violence qu'est prêt à déployer l'appareil policier.

Pour mieux comprendre les rouages de cet outil, il convient de se pencher sur ses origines et son évolution en Occident.

## Les origines de la police

Dans les années 1700, en Angleterre, la classe dominante ne se trouvait pas dans les villes : les

propriétaires étaient plutôt basés dans les campagnes. À mesure qu'ils s'approprièrent les terres communes pour accroître leur richesse (mouvement des enclosures), ils attisèrent de plus en plus la révolte chez les paysan-ne-s, contre lesquel-le-s ils se défendaient en rassemblant des forces armées.

Les citoyen-ne-s des villes, pour leur part, avaient leurs propres tribunaux et petites armées composées de citadin-e-s. Longtemps, le système « *Hue and Run*<sup>1</sup> » avait prévalu, avant d'être progressivement remplacé par des forces policières de plus en plus efficaces et perfectionnées (tout en restant assez peu professionnelles) – gardes de nuit, shérifs, constables, etc.

Leur arrivée coïncide avec le développement des inégalités : avant, les villes n'avaient pas besoin de tant de flics parce qu'il existait un degré relativement élevé d'égalité sociale, qui donnait aux gens un sentiment d'obligation mutuelle. Au fil du temps, toutefois, les intérêts des différents groupes sont devenus de plus en plus divergents. Les villes commençaient en effet à connaître un flot grandissant de paysan-ne-s, réfugié-e-s de la campagne, à mesure que les propriétaires s'accaparaient leurs terres. La bourgeoisie capitaliste devenait petit à petit une classe sociale à part entière qui bénéficiait du travail bon marché de ces nouveaux et nouvelles citadin-e-s dans ses

**Gouvernance** : Concept inventé dans les années 1980 par des technocrates pour maquiller le projet d'adapter l'État aux intérêts et à la culture de l'entreprise privée.



usines. Il n'y avait pas encore de force policière stable, mais les classes riches commençaient à recourir de plus en plus à la violence pour réprimer la population pauvre. Parfois, la royauté ordonnait à l'armée d'attaquer les foules rebelles, d'arrêter les leaders et de les pendre.

C'est avec la révolution française de 1789 que la répression d'État a connu un tournant décisif. La classe dirigeante britannique craignait que la classe ouvrière anglaise ne suive l'exemple des Français-es. La création de syndicats et les réunions de plus de 50 personnes ont alors été interdites. Néanmoins, de 1792 à 1820, l'Angleterre a connu des manifestations et des grèves de plus en plus grandes. La réponse de la classe dirigeante a été d'envoyer l'armée, qui n'avait alors que deux choix : refuser de tirer et laisser la foule manifester ou tirer et risquer ainsi de produire des martyrs de la classe ouvrière. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit en 1819, quand l'armée a chargé une manifestation de 80 000 personnes, faisant des centaines de blessé-e-s et tuant 11 personnes et provoquant une vague de grèves et de manifestations.

C'est pour contrôler ces nouveaux foyers de luttes que la police de Londres a été créée en 1829.

Lorsqu'elle n'était pas utilisée pour le contrôle des foules, celle-ci était chargée de surveiller la vie quotidienne des pauvres et de la classe ouvrière. Cela résume la double fonction distinctive de la police moderne : d'une part, la surveillance et l'intimidation au nom de la lutte contre la criminalité et la répression et, d'autre part, le contrôle des grèves, émeutes et grandes manifestations.

## La police aux États-Unis

On le sait, l'histoire des États-Unis est indissociable de celle de l'esclavage. Avant son abolition graduelle en 1799, l'esclavagisme y a façonné les rapports sociaux – et pas seulement dans les États du Sud. Par exemple, les esclaves et les serviteurs et servantes étaient soumis-e-s à la surveillance constante de leurs maîtres, tout comme les apprenti-e-s et artisan-e-s, qui vivaient avec eux. De plus, une ordonnance coloniale stipulait qu'on ne pouvait circuler sur la voie publique que pour aller au travail ou en revenir. Il y avait donc peu de gens dans les rues, et ce, à toute heure.

Dans ce contexte, il y avait plus ou moins besoin d'une police régulière. À New York, une garde de nuit existait bien, dont le mandat était d'empêcher le vandalisme et d'arrêter toute personne noire qui ne pouvait pas prouver son statut de personne libre, mais ces gardes n'étaient pas des professionnels, même s'ils étaient payés : ils avaient un emploi de jour et, la nuit venue, s'improvisaient flics.

L'immigration massive d'Irlandais-e-s catholiques, au XIX<sup>e</sup> siècle, a changé la donne et contribué au développement des services policiers américains : confiné-e-s à la pauvreté des ghettos, confronté-e-s au racisme<sup>2</sup>, ils et elles ont riposté. Les élites, en butte à leur combativité et à leur mépris des forces de l'ordre, ont choisi d'élargir la garde et de les cibler

**Impôt** : Moyen détourné pour maintenir l'écart entre les pauvres et les riches en permettant à ces derniers d'éviter d'avoir à en payer.

davantage. Les Afro-Américain-e-s, bien sûr, n'étaient pas en reste. Ils et elles étaient – et demeurent – les plus touché-e-s par les interventions et la violence policières.

Dans les États du Sud, la tradition esclavagiste s'est poursuivie même après son abolition : dans les faits, les esclaves nouvellement libéré-e-s demeuraient lié-e-s à leurs anciens maîtres puisqu'on leur inventait des dettes, par exemple, pour les rendre dépendant-e-s du nouveau système économique importé du Nord – s'appropriant les richesses naturelles du Sud, incluant son bassin de *cheap labor*, aurait été, selon certain-e-s, la véritable motivation de plusieurs abolitionnistes. Mais pour pouvoir exploiter leur force de travail dans les usines, il fallait maintenant les autoriser à circuler librement, au grand dam de la population blanche, qui vivait dans la peur constante d'une insurrection. La menace perçue a poussé plusieurs villes à instaurer les premières polices modernes (la première étant celle de Charleston, en Caroline du Sud).

Dans certains cas, les soulèvements populaires appréhendés se sont bel et bien produits. L'histoire du sud des États-Unis est jalonnée de soulèvements populaires d'ampleur variable. Au Nord, entre 1801 et 1832, les New-Yorkais-e-s noir-e-s, par exemple, ont déclenché pas moins de quatre émeutes pour tenter d'empêcher les esclaves affranchi-e-s d'être renvoyé-e-s à leurs anciens maîtres. Ces efforts ont généralement échoué : la garde a répondu violemment et les participant-e-s ont reçu des peines particulièrement sévères. Même les abolitionnistes blanc-he-s se sont joint-e-s aux condamnations de ces émeutes. Mais malgré la désapprobation de l'élite et la répression, les classes populaires ont continué de se révolter, parfois même en transgressant les barrières raciales<sup>3</sup>.

Tout au long de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les grèves dans les métiers spécialisés se sont multipliées, devenant de plus en plus militantes et

connaissant une répression à l'avenant. Les journaux ont également commencé à appeler à une expansion majeure de la garde, accélérant ainsi la mise en place d'un ensemble de réformes qui ont finalement conduit à la création du département de police de New York en 1845.

Les réformes de 1845 ont permis d'agrandir la force de police, dont la chaîne de commandement deviendra quasi militaire. La garde a été élargie à 24 heures et les policiers se sont vu interdire de prendre un deuxième emploi. Le salaire a été augmenté et la police a arrêté de recevoir une partie des amendes infligées aux contrevenants. Tout cela a eu comme conséquence de donner aux commandants une plus grande liberté pour définir leurs politiques et leurs priorités.

L'histoire spécifique des forces de police varie dans toutes les villes américaines, mais comme elles étaient confrontées à des problèmes similaires et qu'elles réprimaient tout autant les travailleurs et travailleuses urbain-e-s et les pauvres, leur évolution a tendance à converger.

## La police au Canada

Les multiples services de police qui se sont constitués au Canada au fil de l'expansion coloniale ont émergé à différents moments ; l'un des plus marquants est celui des soulèvements des communautés autochtones et métisses contre la colonisation des abords de la rivière Rouge – aujourd'hui Winnipeg. Les territoires qu'occupaient les communautés autochtones avaient été depuis longtemps cédés par le roi d'Angleterre à la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui entendait bien en profiter. Cette volonté de colonisation a donné lieu à de nombreux affrontements. Après la rébellion de la rivière Rouge, les Métis-se-s se sont emparé-e-s des institutions anglaises, jusqu'à ce qu'un millier de soldats ontariens parcourent plus de 1 000 kilomètres pour venir reprendre le contrôle de la ville en 1870.

**Juste part** : Locution fautive « Faire sa juste part », anglicisme ; prétexte utilisé pour faire accepter des baisses de salaires et des hausses de tarifs ; a remplacé le terme « utilisateur-payeur ».

Puis, en 1873, une force militaire permanente a été mise en place dans le Nord-Ouest.

En mai 1873, c'est au tour de la Police montée du Nord-Ouest de voir le jour. Cette organisation a participé à l'écrasement de nombreuses révoltes autochtones tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est après la grève insurrectionnelle de Winnipeg, en 1919, que la Police montée du Nord-Ouest est devenue la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Pour ce qui est de la Nouvelle-France, après la défaite des troupes françaises, les militaires britanniques étaient chargés de « faire régner l'ordre public », avec la tendance raciste que l'on peut imaginer (généralement selon l'échelle suivante : colons anglais, colons français, Autochtones, esclaves). Il existait à Montréal un service de police, mais également plusieurs milices (les tories du Doric Club et les patriotes Fils de la liberté, entre autres). C'est à la suite de la rébellion des patriotes de 1837-1838, sur recommandation de lord Durham, que le premier service de police moderne a vu le jour en Amérique du Nord. Il avait pour objectif de maintenir l'ordre dans les rues, de prévenir le crime et de surveiller les activités politiques des populations rebelles. À Montréal, la première mention d'un service de police professionnel date de 1796, mais la création du Département de police de Montréal (fort de 51 hommes) date de 1843.

En 1938, au Québec, le gouvernement ultra-conservateur de Maurice Duplessis a réorganisé la police provinciale en quatre services distincts : la police judiciaire, la gendarmerie, la police de la route et la police des liqueurs. La même année, la Loi du cadenas a été adoptée. Cette loi a mené à la fermeture de tout établissement soupçonné d'héberger des activités subversives. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la peur des « rouges », de même que l'espionnage et le contre-espionnage qui en étaient le corollaire, ont atteint leur paroxysme. Des milliers de personnes ont été épiées, voire intimidées, simplement parce qu'elles

étaient de gauche. Un programme du gouvernement – le Prominent Functionaries of the Communist Party (PROFUNC) – prévoyait même l'internement de quelque 3 000 sympathisant-e-s communistes. À cet effet, huit camps d'internement ont été mis sur pied. À la demande du gouvernement américain, les éléments subversifs incluaient désormais certains universitaires et les homosexuels, ces derniers étant soupçonnés d'être des éléments faibles dans le système de défense nationale propre à la guerre froide. La lutte contre le communisme a également trouvé son prolongement dans le monde des idées, des arts et du cinéma (l'Office national du film a été placé en tête de liste) ; des centaines de carrières ont été ruinées, des intellectuel-le-s et des artistes ont été déporté-e-s.

À partir des années 1960, avec la montée de la « Nouvelle Gauche », la liste noire s'est allongée encore une fois. On y a ajouté les Noir-e-s, les féministes, les étudiant-e-s, etc. Au Québec, l'indépendantisme est devenu, comme le communisme, une des figures menaçant l'ordre et la sécurité. Les forces de l'ordre ont mené à cet ennemi « intérieur » une lutte sans merci, à un point tel que leurs actes illégaux, mis en lumière par les commissions Keable et MacDonald, ont forcé des réformes majeures dans les années 1980, qui ont mené principalement à l'apparition du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS), en 1984<sup>4</sup>.

## La violence et la discipline

Des pendaisons publiques aux détachements militaires attaquant des villages, l'exposition publique de la cruauté sert à faire peur aux « criminel-le-s » et à renforcer les valeurs collectives en montrant ce qui arrive à ceux et celles qui ne les respectent pas. La prison, quant à elle, sert à faire prendre conscience aux détenu-e-s de leurs mauvaises actions et à assurer leur surveillance sur une longue

**Libre marché** : Fraude intellectuelle par laquelle on fait croire à l'autorégulation naturelle de l'économie et de la finance.

durée, tout en faisant tout pour qu'ils et elles s'imprègnent de la discipline désirée par la société. Le passage de la punition à la discipline survient parallèlement à l'urbanisation et à la production de plus en plus industrielle.

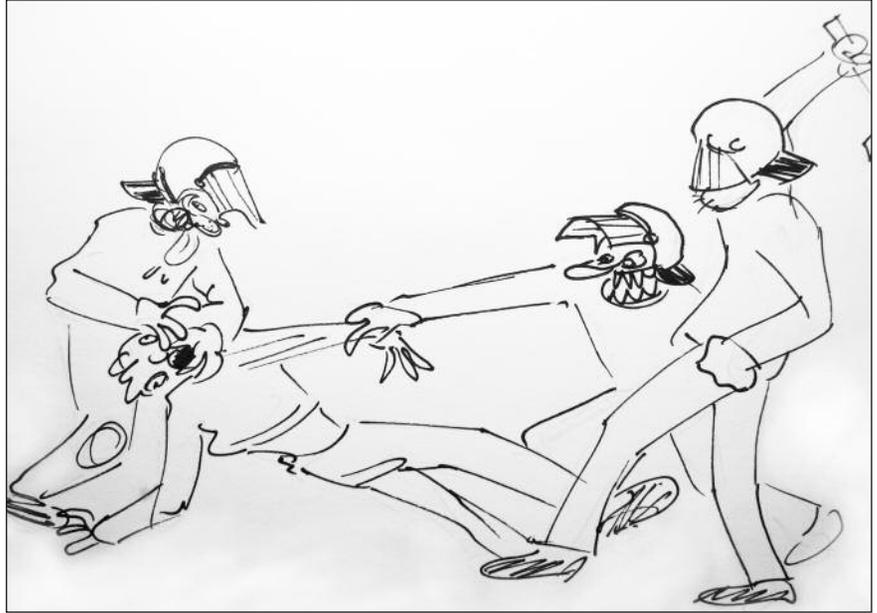
De la même manière, la mise au travail de la population s'est inscrite dans une volonté de mise au rang de la société. Parce que les gens se savent surveillés, ils respectent généralement les règles – se résignant à limiter leur participation démocratique à un vote aux quatre ans, par exemple. Toutefois, la police, l'armée et les

sentences exemplaires sont toujours à portée de la main des autorités en cas d'insubordination.

Parallèlement, l'instauration de l'éducation publique a contribué à habituer les enfants à la mécanique du travail capitaliste : on les y soumet à une discipline stricte, les contraignant à effectuer une série de tâches rébarbatives, sous la direction de diverses figures d'autorité, selon un horaire fixe ponctué par des cloches. Au fil de son évolution, l'école s'est mise à transmettre aux enfants tout un système de valeurs normatives, créant entre autres l'opposition bon/mauvais (applicable aux élèves mêmes, ou encore aux citoyen-ne-s : gentils policiers contre méchants bandits). C'est ainsi que les enfants apprennent, en même temps qu'une foule de notions plus ou moins utiles, à s'autodiscipliner – bref, à se mettre un flic dans la tête.

### *No Justice, No Peace !*

La police existe pour maintenir l'ordre social, au service du capitalisme et de l'État. Elle n'est pas là pour réduire le crime, mais plutôt pour augmenter



le contrôle social. C'est elle qui lance des gaz lacrymogènes et qui tire des balles de plastique chaque fois qu'une manifestation échappe à son contrôle, et qui attaque les travailleurs et travailleuses et les étudiant-e-s en grève. C'est elle qui sépare les affamé-e-s des étagères pleines de bouffe des marchés, les sans-abris des immeubles vacants, les immigrant-e-s de leurs familles.

C'est la police qui met les gens en cage ou qui, par la peur, en convainc plusieurs de choisir de vivre en cage. C'est elle qui protège les riches, les patrons, leurs propriétés. Le capitalisme est un système qui nous est imposé. Aussi longtemps qu'il y aura élite et pouvoir, la police sera nécessaire pour réguler, discipliner, contrôler. La violence policière n'est pas un accident – c'est notre quotidien. Elle ne peut pas être séparée d'un contexte plus large où les mesures d'austérité s'accroissent et où le contrôle social s'intensifie avec les nouvelles prisons, les lois plus sévères et l'omniprésence des technologies de surveillance.

Le problème, ce n'est pas seulement la violence de la police, mais la police elle-même, qui constitue déjà une forme de violence, tout comme les

**Libre-échange** : Mécanisme dans lequel les gros, de plus en plus gros, mangent les petits, eux-mêmes de plus en plus petits. Accélère la circulation des biens et services tout en limitant, voire réduisant, celle des personnes.

tribunaux, les lois et les prisons, qui maintiennent la misère que le capitalisme nous impose. La police ne peut nous dominer que si nous demeurons isolé-e-s. En Égypte, il n'a suffi que d'une semaine pour faire brûler tous les postes de police et pour en faire disparaître les départements. C'est pourquoi notre colère doit se transformer en action, comme lorsque les gens de Montréal-Nord ont pris la rue après le meurtre de Fredy Villanueva, lorsque les Mohawks ont érigé des barricades à Kanehsatake et à Kahnawake en 1990 ou encore plus récemment durant les manifs confrontationnelles qui ont fleuri du terrain de la grève étudiante, lorsque les gens ont résisté à la police avec tout ce qu'ils et elles trouvaient, des roches aux cocktails Molotov, ont brisé leurs véhicules et attaqué leurs locaux.

## Notes

<sup>1</sup> Un exemple de cette justice *do-it-yourself* : au marché, tout-e témoin d'un vol était censé-e crier « Au voleur ! » et se lancer à sa poursuite.

<sup>2</sup> Leur position était intermédiaire : supérieur-e-s aux Noir-e-s, mais inférieur-e-s aux autres Blanc-he-s. Si certain-e-s ont profité de la situation pour gravir les échelons, plusieurs ont plutôt tissé des liens de solidarité avec les autres opprimé-e-s.

<sup>3</sup> Par exemple, en 1802, les marins blancs et noirs se sont alliés dans une grève pour demander des salaires plus élevés.

<sup>4</sup> Tiré du texte de Marc-André Cyr, « La délicate violence du policier sans uniforme », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013.

# La guerre au service du capital

**C**OMME ON VIENT DE LE VOIR, les États, les patrons et les élites ont mis en place tout un système répressif pour contrôler leurs propres populations. Et contrairement à elles, leur bras armé, lui, ne connaît pas de frontières et est d'autant plus redoutable.

Si nous avons en Occident le luxe de l'oublier, la guerre n'en est pas moins omniprésente dans le monde. Et le plus souvent, ce sont les pays riches qui la mènent, au loin, afin de défendre leurs intérêts économiques, sans égard pour les souffrances des populations locales. Les exemples ne manquent pas : les conflits actuels se comptent par dizaines.

Ce nombre s'explique par le fait que le système capitaliste et les guerres s'entre-nourrissent. Bien évidemment, les guerres n'ont pas attendu le capitalisme pour sévir, l'histoire de l'impérialisme nous le rappelle ; leur relation n'en est pas moins incestueuse. Celui-ci dépend très certainement d'elles pour survivre : elles comptent parmi ses meilleurs outils pour « redresser l'économie » lorsqu'elle flanche, usurper les richesses naturelles, mater les révolutions... Il est donc tout à son avantage d'en encourager la perpétuation. Inversement, les guerres trouvent dans le capitalisme le terreau idéal pour s'épanouir, en ce qu'il prône la compétition, la rivalité, et est toujours à la recherche de nouvelles possibilités d'expansion.

On voit cette logique à l'œuvre dans les politiques belliqueuses des États riches. Pour eux, rien de tel que de puiser dans les deniers publics pour investir dans l'industrie locale de l'armement (au détriment des programmes sociaux), afin d'aller sécuriser leurs investissements à l'étranger. Non seulement ils satisfont ainsi aux exigences de ceux qui dirigent vraiment (banques, industriels, actionnaires de compagnies de matériel militaire et autres acteurs du complexe militaro-industriel), c'est en plus une façon commode de détourner l'attention des habitant-e-s de leurs problèmes réels et de s'autolégitimer – l'histoire est écrite par les gagnants... Cette stratégie est devenue un *modus operandi* pour les États-Unis, parfois appuyés par leurs alliés.

Les pays riches l'ont également utilisée pour contrer la « menace » de régimes politiques non capitalistes (au Vietnam, au Salvador, au Nicaragua... la liste est longue). Ces attaques n'étaient pas motivées que par des gains financiers immédiats, mais aussi par la volonté de tuer dans l'œuf toute possibilité de système alternatif : le capitalisme doit rester le seul paradigme imaginable afin de bien fonctionner. Il doit rester une « idéologie invisible », c'est-à-dire un choix qui n'a pas l'air d'en être un<sup>1</sup>.

Cela dit, l'aspect financier demeure central dans la plupart des cas. Dans le monde occidental,

**Parachute doré** : Pratique issue du monde de la finance selon laquelle certains hauts dirigeants peuvent quitter leurs fonctions avec une indemnité de départ, généralement quatre à cinq fois supérieure au salaire annuel d'un-e employé-e. Appliquée de plus en plus dans les organismes gouvernementaux, alors que les conditions des travailleurs et travailleuses s'y réduisent comme peau de chagrin.



on sait que ce sont les deux grandes guerres qui ont remis à flot une économie qui périssait ; actuellement, celles menées au Moyen-Orient, par exemple, visent le contrôle de pays clés pour l'exploitation et la distribution de pétrole. Tout cela au prix (souvent invisibilisé) de vies humaines, d'atrocités commises sur des innocent-e-s, de dommages environnementaux irréparables... L'argent n'a pas d'odeur, mais est imprégné de sang.

### D'hier à aujourd'hui, le nerf de la guerre

Il serait impossible de dresser l'inventaire exhaustif de tous les conflits armés que l'humanité a produits au fil des siècles. Il n'est toutefois pas difficile de dégager le schéma reproduit de fois en fois. En effet, les différentes formes que prennent les affrontements ne sont que les multiples incarnations d'un même but : l'enrichissement – et, par extension, la puissance – d'une collectivité, ou du moins de sa classe dirigeante, au détriment d'une autre (nécessairement).

Qu'il s'agisse des guerres impérialistes, colonialistes, froides, totales ou de basse intensité, elles

fonctionnent toutes selon un même schème : peu importe l'argument invoqué pour lancer des milliers de gens dans la mort, on retrouve toujours au bout du compte, en filigrane ou au cœur même du litige, la cupidité.

Ainsi, dès le XV<sup>e</sup> siècle, les royaumes européens se lancent dans une série de guerres colonialistes – on peut penser à l'asservissement de l'Afrique autant qu'à la « découverte » de l'Amérique. Cette course aux colonies vise l'annexion de territoires outre-mer pour obtenir un avantage concurrentiel en s'appropriant leurs richesses (épices, minerais, etc.) et en exploitant leurs populations. Il semble en effet qu'il était devenu impossible de poursuivre

toute croissance en Europe : l'exploitation de la classe ouvrière locale ne suffisait plus à satisfaire la cupidité des gouvernants, il fallait exporter le modèle.

C'est ainsi que sont décimés les peuples autochtones, assassiné-e-s les résistant-e-s, piétinées les coutumes indigènes, pour que l'élite européenne puisse s'abreuver de thé et de café et se parer de soie et de fourrures. Ce modèle fonctionnera pendant très longtemps, tout à l'avantage des colonisateurs.

Ce n'est que bien plus tard que les hostilités reprennent en Europe même : les deux guerres totales du XX<sup>e</sup> siècle furent le fait de la volonté d'expansion d'empires qui commençaient à s'y sentir à l'étroit. En 1914, ce qui avait commencé par une offensive impérialiste dégénère en conflit mondial, notamment à cause du ralentissement de l'économie américaine (dû entre autres au faible pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses) : pour les États-Unis, l'entrée en guerre constitue une occasion en or de remplir les coffres de l'État...

Le scénario se répète en 1939 ; nul ne niera les atrocités commises par le régime nazi, mais il est

**Partenariat public privé (PPP) :** Entente contractuelle à long terme dans laquelle on privatise les profits et on socialise les coûts.

difficile de croire que le gouvernement états-unien aurait bel et bien investi dans ce conflit s'il n'avait eu l'opportunité d'y gagner gros, en contrats de reconstruction, diffusion de l'idéologie américaine<sup>2</sup>, etc. La Seconde Guerre mondiale a aussi pour avantage (du point de vue des dirigeants) de diviser le mouvement ouvrier, qui ne peut dès lors plus se permettre d'être internationaliste : ce serait là une marque de trahison envers la Patrie.

Mais plusieurs compagnies n'hésiteront pas, elles, à collaborer avec le régime nazi. On retrouve au banc des accusés GM et Ford (construction de camions, chars d'assaut et avions), IBM (gestion des trains de déportation, système de numérotation des prisonnier-e-s dans les camps de concentration), Standard Oil (essence pour les avions), Coca-Cola (le Fanta aurait été l'équivalent nazi du Coke distribué aux soldats américains), Hugo Boss (uniformes), plusieurs banques, donc Chase (gel des avoirs de Juifs et Juives, ensuite transférés aux autorités allemandes) et bien d'autres. Le patriotisme, visiblement, ne pèse que sur les classes opprimées.

Après les deux guerres mondiales survient la guerre froide, cet affrontement essentiellement rhétorique (au Nord) qui voit deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS, se défier par l'accumulation d'armes nucléaires. Cette surenchère profite évidemment aux producteurs d'armes eux-mêmes, mais également aux gouvernements, qui peuvent se servir de l'excuse pour se dégager de leurs responsabilités à l'égard de leurs propres citoyen-ne-s et limiter leurs libertés. Cela devient également l'argument parfait pour justifier différents affrontements par pays interposés (au Sud) auxquels se livrent les grandes puissances dans le but de défendre leur position géopolitique – c'est-à-dire, au bout du compte, leurs profits.

Ainsi les guerres néocolonialistes deviennent la nouvelle norme à partir de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. C'est toujours en vue d'obtenir des res-

sources que sont encouragées des guerres intestines dans les pays qui en regorgent : les conflits sont un excellent moment pour accaparer les richesses locales, lorsque les populations sont aux prises avec les horreurs quotidiennes des affrontements armés... On peut prendre l'exemple du Congo-Kinshasa, où plusieurs entreprises minières canadiennes ont profité de la deuxième guerre, qui s'est échelonnée de 1996 à 2003, pour conclure des contrats léonins leur permettant de retirer les richesses du sous-sol congolais en toute impunité, et souvent sans déboursier la moindre redevance. Ce type de tactique se complète d'une panoplie d'outils de domination économique, comme les prêts à taux usuraires, les investissements assortis de conditions accablantes et les embargos.

Récemment, ce sont les « missions de paix » qui se multiplient (l'Afghanistan en est un bon exemple). Leur nom l'indique, ces interventions menées par des pays occidentaux, sous le couvert des Nations Unies, ont pour but de « pacifier » des régions déstabilisées par des conflits internes. L'objectif officiel est de « libérer » les populations locales.

À première vue, la décision d'intervenir ou non dans un conflit armé se déroulant au loin peut sembler liée au hasard : ce n'est ni la violence des affrontements, ni le nombre de morts, ni les violations des droits de la personne qui justifient l'arrivée de troupes armées jusqu'aux dents... Par exemple, bien que la violence ait longtemps fait rage en Sierra Leone et au Darfour, personne n'avait l'air trop pressé d'y mettre fin. En y regardant de plus près, on voit bien que la seule constante, c'est la poursuite des avantages politiques ou financiers des grandes puissances.

Finalement, toutes ces guerres ont en commun d'être intéressées : elles visent à maintenir en place les systèmes de domination mondiaux. Il est dans l'intérêt des régimes capitalistes de voir leur mode de vie adopté partout dans le monde, puisque

**Patronat** : Regroupement des privilégiés qui possèdent la majorité des ressources et des richesses, qu'ils ont obtenues de manière usurpatrice soit à la naissance, soit en écrasant les autres.

celui-ci est lié à la consommation d'innombrables produits qui les favoriseront sur la scène financière mondiale, et ils sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins (il en va de leurs profits trimestriels, tout de même). La violence semble un des moyens de prédilection du capitalisme pour étendre son influence partout sur le globe<sup>3</sup>.

## Intérêt national et patriotisme

Pour justifier leur querulence et faire semblant que toutes ces guerres sont inévitables, certains dirigeants n'hésitent pas à invoquer l'intérêt national. On présente chaque pays comme un groupe parfaitement soudé autour de ses élus, mais ce mensonge ne sert que la classe politique, qui prétend représenter la population vu qu'elle dirige.

C'est ainsi qu'on tente de légitimer, par exemple, le meurtre d'enfants par la défense de la collectivité. Mais, en réalité, qu'ont à gagner les habitant-e-s d'Israël des attaques de son armée contre des civil-e-s de la Bande de Gaza ? Qu'ont à gagner les humains de l'extermination de leurs semblables, quelles que soient les justifications qu'on leur sert ?

Dans les faits, et bien qu'on n'ait de cesse de leur répéter le contraire, les citoyen-ne-s des pays qui exportent la guerre en souffrent également. Ce sont souvent les plus opprimé-e-s qui s'enrôlent – et, s'ils et elles ont la chance de survivre, reviennent mutilé-e-s, psychologiquement meurtri-e-s, marqué-e-s à vie. Les médias ferment les yeux sur tout cela et relaient généralement les mensonges patriotiques qui servent les intérêts des dirigeants. En exaltant des valeurs fabriquées de toutes pièces comme l'Honneur, l'amour de la Patrie, le sacrifice pour la Nation et autres mièvreries meurtrières, la logique guerrière place en fait la survie de l'État au-dessus de celle de sa population. En plus d'être, comme on l'a vu, un outil économique, la guerre sert donc également à renforcer un certain mode

de vie, certains mensonges nécessaires à la préservation de l'ordre capitaliste.

Car chaque État-nation est certainement une construction. Il existe bien, dans les faits, une certaine parenté entre résident-e-s d'un même lieu : de culture, de langue ou d'intérêt (jusqu'à un certain point). Mais l'idée selon laquelle chaque individu d'une communauté bénéficie et dépend d'un État fort est non seulement erronée, elle est complètement tordue.

En vérité, les agissements des décideurs ont d'énormes impacts sur la vie des citoyen-ne-s. Si on prône le courage dans les tranchées, c'est pour mieux immobiliser les gens dans leur vie courante. On impose l'obéissance en posant comme modèle le valeureux soldat – il est allé, lui, mourir au loin pour la Patrie, quel-le-s ingrat-e-s iraient s'en prendre à l'Ordre qu'il défendait ? Toute guerre constitue donc une façon de mater les velléités de révolte, de poser le seul cadre où la violence est acceptable, et même nécessaire et souhaitable.

## Monopole de la violence et stratégie de division

En s'appropriant le monopole de la violence légitime, l'État dicte à quel moment il est juste et bon pour un humain d'en tuer un autre. À grand renfort de culture guerrière (films et jouets violents, jeux vidéo FPS<sup>4</sup>, etc.), il conditionne les futurs soldats et se permet de canaliser leur violence à son avantage, sans que soit remis en cause le cadre capitaliste au sein duquel nous évoluons. Sa proposition, il faut le dire, est tentante : les enjeux se retrouvent subitement singulièrement simplifiés. Le manichéisme reconfortant d'un ennemi qui serait intrinsèquement mauvais, alors que notre camp est intrinsèquement bon, flatte l'esprit humain.

Celui que l'on désigne comme l'ennemi devient la cause de nos malheurs ou, à tout le moins, l'exu-

**Productivité (ou efficacité) :** Synonyme de l'adage « Faire plus avec moins » ou comment faire travailler plus ses employé-e-s sans améliorer leurs conditions. Principale justification des entreprises lorsqu'elles procèdent à des mises à pied.

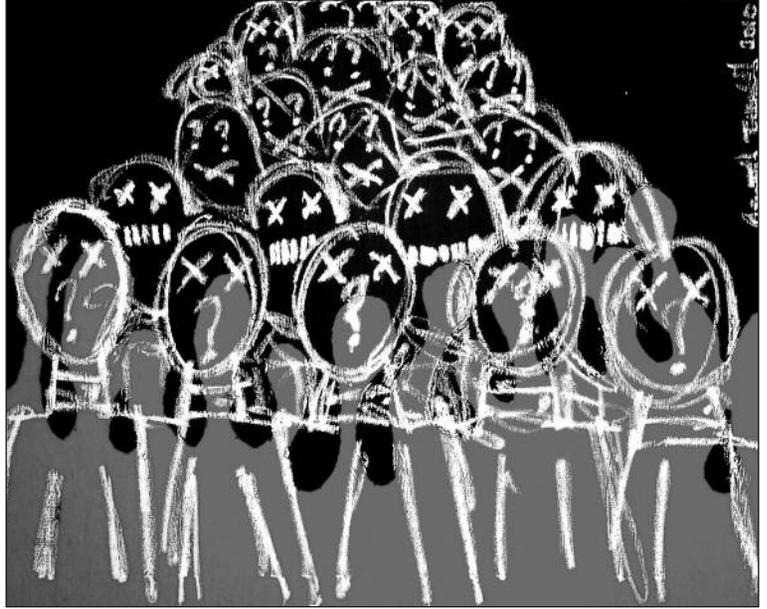
toire idéal à notre mal-être. Le juif se retrouve responsable de notre pauvreté (et non l'élite), le taliban constitue la plus grande menace à notre liberté (et non l'État).

Le meurtre, normalement interdit et puni d'emprisonnement (sinon de mort), devient légal s'il est le fait d'un policier et héroïque s'il est le fait d'un soldat. Le viol, illégal sur papier (bien qu'il soit peu découragé dans la culture patriarcale), reprend ses lettres de noblesse en temps de guerre. De même pour la torture et le vol.

Ainsi les horreurs s'accumulent. À la lumière des conflits se révèlent la violence et la cruauté du système. Outre les morts, viols, blessures, séquelles physiques et psychologiques, les guerres participent à la destruction de l'environnement (on pense à l'agent orange de Monsanto, aux essais nucléaires, à toutes les matières chimiques déversées, à la fabrication de l'armement, etc.). C'est, au bout du compte, toute la vie qui est bafouée.

La guerre s'attaque également à ce qu'il y a de plus beau chez l'humain. Sa logique même est de dresser des peuples les uns contre les autres, d'opposer des humains à des humains, mais aussi de les formater pour en faire des automates obéissant à leurs supérieurs. L'obéissance implique nécessairement une déresponsabilisation (face aux actes perpétrés), mais également une négation de soi. Le subalterne, plus encore celui qualifié de « matériau humain », n'a pas à réfléchir, sentir, vouloir : il est dépossédé de lui-même, manipulé, il sert.

En cela, guerre et capitalisme se répondent parfaitement puisqu'ils partagent le but d'assujettir, de dominer, d'instrumentaliser.



## Notes

<sup>1</sup> C'est seulement ainsi que la phrase « Rien n'est gratuit » peut avoir l'air d'une vérité éternelle, plutôt que de se dévoiler telle qu'elle est : le discours orienté d'un groupe qui a avantage à ce qu'on y croit.

<sup>2</sup> On n'a qu'à penser au plan Marshall, à Coca-Cola, à la création du FMI, etc.

<sup>3</sup> Les interventions militaires ont aussi pour but de maintenir des peuples en esclavage. Les pays du Nord ont en effet besoin d'avoir accès à des ressources humaines et matérielles à bas prix afin de maintenir leur niveau de vie privilégié. C'est ainsi que l'on garde les Palestiniens en esclavage afin de faire rouler l'économie israélienne, les Haïtiens en esclavage afin de nous approvisionner en bébés de toutes sortes (notamment des t-shirts pas chers), les Africains en esclavage afin de nourrir les industries minières et manufacturières, etc. La guerre en Irak, par exemple, n'avait pas tant pour but de créer un pays capitaliste, que de sécuriser l'accès à un pétrole abordable (et d'en couper l'accès à la Chine et à la Russie). Dans le cas de l'Afghanistan, nos avantages étaient nombreux : l'oléoduc au nord du pays, le gouvernement fantoche que nous avons mis au pouvoir, les bases militaires occidentales...

<sup>4</sup> *First-person shooter* : ces jeux vidéo en vue subjective à la *Call of Duty* qui permettent de vivre une « mission » de guerre comme si on y était.

**Profit(s)** : Pathologie qui se manifeste par une obsession à accumuler toujours plus de richesses, qui rend insensible l'individu qui en est atteint au sort de ceux et celles qui en subissent les conséquences.



# Les luttes anticapitalistes

**L**ES LUTTES ANTICAPITALISTES s'insèrent dans la longue histoire des luttes pour l'émancipation individuelle et collective. Elles apparaissent au fur et à mesure que se développe le capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle et s'opposent aux formes particulières que prennent la domination et l'oppression dans ce contexte historique. Elles cherchent ainsi à renverser les structures socio-économiques et politiques associées au capitalisme comme mode d'organisation de l'économie et des rapports sociaux.

## Contre le capitalisme, pour l'autonomie

Comme on a pu le constater tout au long de cette brochure, les mobilisations anticapitalistes se sont toujours opposées, par définition, à la classe capitaliste – le patronat, mais aussi les banques et autres instances du capital financier – et à ses symboles. Mais l'enjeu n'est pas tant les personnes que la structure, sa logique et ses conséquences. Un patron sympathique, ou au comportement éthique, reste un patron. De la même façon dont les hommes blancs bénéficient du patriarcat et du racisme institutionnalisés, indépendamment de leurs opinions personnelles et de leurs comportements, les capitalistes et les élites sont par définition les bénéficiaires du capitalisme comme mode de production et comme ordre social. S'opposer au capitalisme, ce n'est pas simplement être contre la classe capitaliste ;

c'est aussi s'opposer aux relations sociales et aux arrangements institutionnels qui permettent à cette classe d'exister et de se reproduire.

Il arrive souvent que les mobilisations anticapitalistes s'opposent aussi à l'État en tant qu'allié, instrument ou agent de la classe capitaliste. Par conséquent, il arrive que les forces anticapitalistes convergent ponctuellement avec des forces plus modérées afin de faire obstacle à la mise en place de politiques qui accentuent les inégalités, comme aujourd'hui avec les mesures d'austérité qui frappent la plupart des pays occidentaux. Ces moments de convergence peuvent insuffler un nouvel élan aux luttes, mais ils n'impliquent pas forcément un ralliement aux positions anticapitalistes. Celles-ci continuent généralement de se distinguer des positions réformistes en raison de leur radicalisme, c'est-à-dire une analyse qui se concentre sur les racines structurelles de l'oppression et qui entend s'y attaquer de front par des modes d'action extra-institutionnels.

Les forces anticapitalistes ne font pas que s'opposer au capitalisme et, éventuellement, à l'État. Elles revendiquent aussi une plus grande autonomie pour les masses. Cette autonomie implique que celles-ci s'auto-organisent afin de satisfaire des besoins essentiels (logement, santé, etc.), et les intérêts de classe (par exemple, l'appropriation sociale de la plus-value par l'autogestion), pour

**Rentabilité** : Objectif au cœur de la gouvernance (voir plus haut).



ainsi s'engager dans un processus toujours inachevé d'émancipation individuelle et collective. On retrouve cette recherche d'autonomie sous différentes formes tout au long de l'histoire des luttes anticapitalistes, que ce soit dans les bourses du travail et les mutuelles ouvrières de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les expériences autogestionnaires de l'Espagne des années 1930, la France des années 1970 et l'Argentine des années 2000, ou encore dans la multiplication de zones autonomes temporaires, comme les contre-sommets et les campements autogérés.

### Bref retour sur l'histoire

Les premières luttes anticapitalistes émergent au début du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre avec les luddites. Il s'agit de mobilisations d'artisans associés à des métiers du textile menacés par l'industrialisation. Elles se développent en 1811-1812 et se font notamment connaître par des attaques ciblées

contre des usines et le bris de machines. Agissant souvent en petits groupes masqués et armés, les luddites envisagent même de renverser le gouvernement, mais se heurteront à une forte répression pour finalement disparaître dans les années 1820. Bien que relativement sporadiques et éphémères, la mobilisation et les modes d'action des luddites inspireront les luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle partout en Europe.

Les luttes anticapitalistes acquièrent graduellement un cadre idéologique systématique et cohérent dans les années 1840, avec notamment les premiers écrits de Pierre-Joseph Proudhon, l'un des fondateurs de l'anarchisme, et ensuite ceux de Karl Marx et Friedrich Engels, qui publient *Le manifeste communiste* en 1848. Avec la vague de révolutions qui secoue l'Europe cette année-là, la critique anticapitaliste,

d'inspiration socialiste et anarchiste, se diffuse dans tout le continent et, en 1864, des militants syndicalistes fondent l'Association internationale des travailleurs (AIT, mieux connue sous le nom de Première Internationale) à Londres dans le but de lutter contre l'assujettissement des travailleurs et travailleuses et pour l'émancipation de la classe ouvrière. Durant ses huit années d'existence, l'AIT sera marquée par des débats acerbés entre socialistes et anarchistes autour de la question du rôle de l'État dans la révolution.

Les luttes anticapitalistes du XIX<sup>e</sup> siècle atteignent leur zénith avec la Commune de Paris (18 mars au 28 mai 1871). Durant ces deux mois de gouvernement insurrectionnel, l'anticapitalisme se transformera en expérience autogestionnaire à grande échelle et, malgré la déroute et les massacres qui suivront, la Commune reste encore aujourd'hui un mythe dans l'imaginaire anticapitaliste. Mais l'échec de la Commune marque aussi

**Ressources** : Terme souvent suivi des adjectifs « humaines », « naturelles » ; leur quantité limitée devrait leur conférer une valeur élevée, ce qui est loin d'être le cas dans le système capitaliste où elles sont considérées comme de simples externalités. Elles y prennent effectivement de la valeur seulement une fois exploitées.

la séparation des forces anticapitalistes en deux camps, les socialistes et les anarchistes, qui créent des organisations distinctes et se parlent de moins en moins.

Durant la cinquantaine d'années qui suit la Commune, soit entre 1871 et 1917, cette fracture au sein des forces anticapitalistes s'approfondit. Les divergences sont non seulement idéologiques, mais aussi stratégiques et tactiques. Tandis que les socialistes s'engagent dans les partis sociaux-démocrates en émergence, les anarchistes s'investissent principalement dans les structures syndicales et développent l'anarcho-syndicalisme, qui sera au cœur de la création de la première confédération syndicale française, la Confédération générale du travail (CGT) en 1895, et du premier syndicat anarchiste d'Amérique du Nord, les Industrial Workers of the World (IWW), en 1905 à Chicago.

Malheureusement, cet élan sera interrompu par la Première Guerre mondiale et le regain du nationalisme qui l'accompagne. C'est également à cette époque qu'a lieu la Révolution russe. Lénine et les bolcheviks s'emparent du pouvoir lors de la révolution d'octobre 1917. S'ensuit une guerre civile de plus de deux ans durant laquelle les bolcheviks créent le Parti communiste et consolident leur mainmise sur le mouvement ouvrier et la Russie. En mars 1919, la Troisième Internationale, aussi appelée Internationale communiste, est créée à Moscou dans le but de coordonner la stratégie des organisations communistes en dehors de la Russie. Les opposants au nouveau régime, incluant les anarchistes, sont pourchassés et emprisonnés. La Révolution d'octobre marque ainsi la cristallisation du clivage entre socialistes et anarchistes au sein des forces anticapitalistes. On retrouvera ce même clivage, avec des conséquences tragiques, lors de la guerre civile espagnole de 1936-1939 et des affrontements entre le Parti communiste espagnol, appuyé par Moscou, et les anarchistes de la

Confédération nationale du travail (CNT) et de la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Sans en être la cause principale, leurs divisions contribueront à la victoire du franquisme en 1939.

## L'anticapitalisme n'est plus ce qu'il était

Après la Seconde Guerre mondiale, le courant marxiste-léniniste et les partis communistes ainsi que leurs syndicats affiliés semblent avoir un monopole quasi absolu de l'anticapitalisme. Les anarchistes ne se sont pas encore remis de la défaite espagnole de 1939, tandis que les partis communistes bénéficient de l'aura victorieuse de l'Union soviétique et sont au sommet de leur gloire. Le Parti communiste italien est alors le plus grand et le plus puissant du monde occidental et obtient, des années 1950 aux années 1980, entre 20 et 35 % des votes aux élections législatives. Quoique moins important, le Parti communiste français obtient lui aussi de forts résultats électoraux dans les années 1950 et 1960, avec des fluctuations autour des 20 %. Parallèlement, en Chine le maoïsme s'impose à la suite de la révolution de 1949. Le communisme devient aussi le principal référent idéologique des luttes anticoloniales. Du Vietnam à Cuba, en passant par l'Algérie, la libération nationale rime avec la lutte des classes et le marxisme. Tandis qu'aux États-Unis le maccarthysme pourchasse les rouges, dans beaucoup de pays, au Nord comme au Sud, la classe ouvrière est encensée. L'anticapitalisme est alors ouvrieriste. Il ne peut concevoir de critique autrement qu'à partir de la perspective et des intérêts de la classe ouvrière, telle que définie par le mantra marxiste-léniniste.

À partir des années 1960, après la découverte des crimes de Staline et la poursuite de l'autoritarisme soviétique sur ses voisins, on assiste graduellement à un renouvellement de la critique du

**Salarié-e** : Personne forcée de vendre sa force de travail pour survivre et dont dépend le patronat, alors que ce dernier prétend que c'est plutôt le contraire. Est souvent assimilé au « contribuable », au nom de qui l'État coupe dans les dépenses publiques pour justifier les baisses d'impôt (voir plus haut) et réduire la dette (voir plus haut).

capitalisme et à une redéfinition des luttes anticapitalistes. Bien que les partis communistes et leurs syndicats affiliés demeurent les principaux acteurs structurant les luttes anticapitalistes, le marxisme-léninisme commence à entrer en crise.

C'est dans l'ombre du Parti communiste qu'émerge le mouvement autonome dès le début des années 1970 en Italie. Bien qu'ils soient à l'origine d'inspiration marxiste-léniniste (ils viennent de groupes comme Potere Operaio [Pouvoir ouvrier] et Lotta Continua [La lutte continue]), les autonomes italiens promeuvent la nécessité de construire l'autonomie de la classe ouvrière non seulement vis-à-vis du capitalisme et de l'État, mais aussi des syndicats et des partis. Ils s'organisent de façon beaucoup moins hiérarchique et centralisée que le Parti communiste et préconisent des modes d'action directe extra-institutionnels tels que l'autoréduction (baisse des prix par les consommateurs d'un produit ou les usagers d'un service), la grève sauvage, le sabotage et les émeutes, et vont même jusqu'à appuyer la lutte armée des Brigades rouges. Le mouvement autonome se diffuse rapidement en France et, surtout, en Allemagne, mais se heurte à une forte répression policière et décline considérablement dès le début des années 1980. Au Canada, le groupe Direct Action, basé en Colombie-Britannique, est inspiré par la même mouvance.

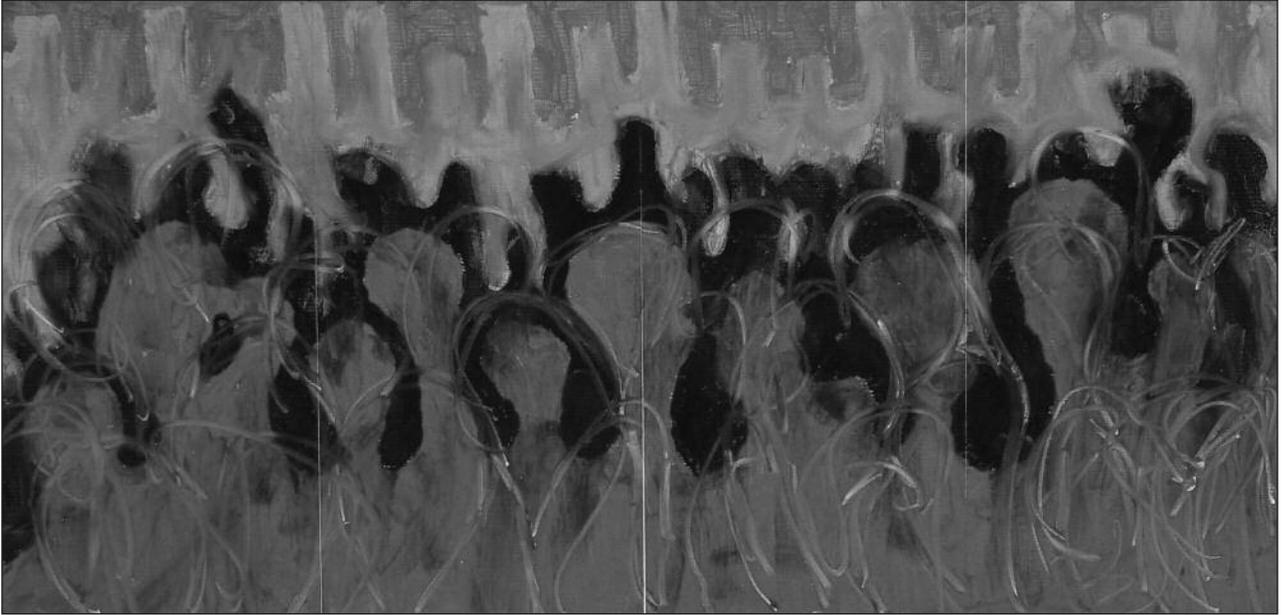
Malgré la contribution du mouvement autonome au renouvellement de la critique marxiste et de la praxis anticapitaliste, c'est dans les marges que le nouveau de l'anticapitalisme est le plus dynamique. Dès le début des années 1960, le mouvement des droits civiques américain commence à intégrer à son analyse et à son répertoire d'action, à l'origine influencés par le libéralisme et le discours des églises baptistes noires, des éléments inspirés autant du marxisme que de l'anarchisme et de l'anticolonialisme. Une de ses principales organisations, le Student Nonviolent Coordinating

Committee (SNCC), évoluera ainsi vers le nationalisme noir et le Black Power pour finalement rejoindre les positions du Black Panther Party (BPP, créé en Californie en 1966), et mettre de l'avant le lien étroit existant entre le capitalisme et l'esclavage (donc, le racisme). À plusieurs égards, ce discours fait écho à celui du Front de libération du Québec (FLQ), actif de 1963 à 1972, qui tient d'ailleurs des rencontres avec des membres du BPP.

Parallèlement au mouvement des droits civiques se développe le mouvement étudiant américain, mené par sa frange la plus radicale. En 1962, le Students for a Democratic Society (SDS) est créé au Michigan et devient rapidement le fer de lance de la « Nouvelle Gauche » (New Left). Aussi anticapitaliste qu'anticommuniste, cette Nouvelle Gauche dénonce le capitalisme et l'impérialisme américain (c'est le début de la guerre du Vietnam), mais aussi le bloc soviétique et l'État-providence. À l'opposé des discours nostalgiques contemporains qui idéalisent les politiques sociales de l'après-guerre, la Nouvelle Gauche reproche aux modes d'organisation hiérarchiques et à la bureaucratie d'État – qu'elle soit communiste ou capitaliste – de miner la liberté individuelle, de tuer toute créativité, de déshumaniser les rapports sociaux et, ainsi, d'être un obstacle à l'émancipation individuelle et collective. On retrouve là la critique anarchiste de la hiérarchie, de l'autorité et de l'État, ainsi que le désir d'une véritable autonomie. La nouvelle gauche étudiante fera rapidement des émules et se développera ensuite à Berlin, Paris, Rome, etc. (et même du côté du bloc soviétique, à Prague, avant que l'armée n'intervienne). Au Québec, on peut en trouver un bon exemple avec la première grève générale étudiante en 1968, à peine un an après la création des cégeps.

Un autre mouvement social qui, bien qu'il ne soit pas nouveau, contribue au renouvellement de l'anticapitalisme est le mouvement des femmes. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, certaines militantes féministes

**Services publics** : Services destinés à l'usage de la collectivité dont la prestation était jadis assurée par l'État, mais qui, en raison de leur privatisation croissante, tendent à n'être accessibles qu'aux individus qui peuvent se les payer.



tiennent un discours radical qui va au-delà de l'égalité des sexes. Il suffit de penser à des figures comme Louise Michel et Emma Goldman. De même, au début du XX<sup>e</sup> siècle les suffragettes anglaises demandent le droit de vote des femmes au moyen de modes d'action violents qui n'ont rien à envier à l'action directe des anarchistes. Cependant, il faut attendre la fin des années 1960 pour voir émerger des mobilisations féministes marxistes ou radicales de masse. Cela commence à New York et à Chicago, avec la création de caucus de libération des femmes, et se propage rapidement en Europe et au Québec (avec la fondation du Front de libération des femmes du Québec [FLFQ]). Ces mobilisations redéfinissent la lutte contre le capitalisme en y intégrant les rapports sociaux de sexe et la question du patriarcat, et insistent sur la nécessité de prendre en compte le rôle et l'importance du travail reproductif des femmes pour le développement et le maintien du capitalisme.

Enfin, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, on assiste à une radicalisation du

mouvement écologiste, qui ne se contente plus de parler de conservation de la nature et commence à proposer une critique du mode de production capitaliste et de la société de consommation comme principaux facteurs à l'origine de la destruction de l'environnement. Plus que tout autre mouvement des années 1960 et 1970, l'écologie radicale soulève la question des limites matérielles, environnementales et humaines du capitalisme. La lutte contre ce dernier n'est alors plus simplement un enjeu de justice et d'émancipation, mais aussi de survie planétaire. Il n'est d'ailleurs pas anodin qu'une des principales organisations de cette mouvance porte aujourd'hui le nom de Front de libération de la Terre (Earth Liberation Front).

Tous ces mouvements sociaux ont soulevé de nouvelles questions et de nombreux nouveaux enjeux. Chacun à sa manière, ces mouvements ont contribué à un renouvellement des luttes anticapitalistes de quatre façons :

1. Tout d'abord, ils s'éloignent tous de l'ouvriérisme marxiste-léniniste qui avait

**Sous-traitance** : Moyen détourné utilisé par le patronat pour augmenter ses profits (voir plus haut) en diminuant les salaires et les conditions de travail, et en se débarrassant des syndicats (voir plus bas) ; s'accompagne souvent de délocalisation vers des régions du monde où les lois du travail sont quasi inexistantes.

dominé jusqu'alors les luttes anticapitalistes. Ils marquent ainsi l'avènement de nouveaux sujets politiques collectifs : les minorités racisées, les femmes, les étudiant-e-s, etc. Il ne s'agit pas de dire que les minorités et les femmes ne jouaient pas de rôle politique avant, mais plutôt que leur statut public et politique a changé. Issus des marges de la lutte, ces sujets en sont progressivement devenus le centre.

2. En remettant en question la centralité de la figure ouvrière (sans pour autant abandonner toute référence à la classe ouvrière et à la lutte des classes), ces nouveaux sujets politiques ont enrichi notre conception des rapports de domination et souligné l'importance de ne pas réduire l'émancipation à une question de rapports de classes sociales. Ce faisant, ils ont contribué à une extension du domaine de la lutte anticapitaliste, en y incorporant, par exemple, la prise en compte de l'imbrication des différentes formes d'oppression (qu'on appelle communément l'intersectionnalité) ou encore l'opposition aux formes extractivistes du capitalisme contemporain (mines, hydrocarbures, etc.).

3. Ces différents mouvements ont aussi remis la critique des institutions et de l'État au centre de l'analyse et de la praxis politiques. Les institutions dominantes et l'appareil d'État ne sont plus réduits à un instrument de la classe capitaliste, mais sont plutôt perçus et conceptualisés comme une source d'oppression en soi. Cela a amené de nombreuses organisations évoluant au sein de ces mouvements à rejeter les stratégies institutionnelles préconisées par les syndicats et les partis communistes et à plutôt privilégier l'action

directe et des stratégies extra-institutionnelles d'une portée plus subversives. Bien qu'ils ne s'en revendiquent généralement pas, ces mouvements ont ainsi renoué avec l'anticapitalisme révolutionnaire ou, du moins, de transformation sociale.

4. Enfin, il convient de remarquer que ces mouvements ont aussi contribué à un renouvellement des luttes anticapitalistes en raison de leur mode d'organisation. En effet, le mouvement afro-américain, les groupes de libération des femmes, les mouvements étudiants et les divers groupes écologistes radicaux ont en commun d'être structurés de façon horizontale et non hiérarchique, de prendre des décisions par un mode délibératif afin d'éventuellement atteindre un consensus, et de fonctionner en réseaux décentralisés. Ils s'éloignent ainsi des structures bureaucratiques et hiérarchiques des syndicats et des partis communistes pour plutôt se rapprocher des modes d'organisation anarchistes. Avec ce tournant organisationnel, les luttes anticapitalistes deviennent préfiguratives, en ce sens qu'elles aspirent à ce que leurs idéaux s'incarnent dans leurs pratiques. La fin et les moyens ne font alors plus qu'un.

## De nouveaux avatars

À la fin des années 1970, le cycle de protestations initié dans les années 1960 s'essouffle et la plupart des mobilisations entrent dans une période de déclin ou s'institutionnalisent. Maintenant que la vague des proclamations d'indépendance de l'après-guerre est terminée, l'anticolonialisme disparaît de l'espace public et la dénonciation de l'impérialisme occidental est progressivement marginalisée. Paral-

**Spéculation** : Activité légale, mais hautement nuisible, qui consiste à faire de l'argent en se basant sur des prédictions ésotériques quant à la valeur d'une entreprise ou d'une monnaie ; consiste en différentes combines qui vont du délit d'initié à la perturbation intentionnelle, en passant par la manipulation médiatique, et la fausse croissance ; voir « Bourse ».

lèlement, le mouvement des femmes et le mouvement écologiste sont partiellement absorbés par les institutions étatiques (de nouvelles agences gouvernementales leurs sont même dédiées, comme le ministère de la Condition féminine ou le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement [BAPE] au Québec), et les organisations les plus modérées parviennent à s'imposer. De même, la mobilisation des minorités racisées passe désormais par les canaux institutionnels et l'on commence à parler de reconnaissance plutôt que de libération.

Le portrait est d'autant plus morose que durant les années 1980 et 1990, les luttes anticapitalistes sont confrontées à la montée du conservatisme et à la néolibéralisation de la social-démocratie dans la plupart des pays occidentaux. Thatcher (Grande-Bretagne), Reagan (États-Unis) et Mulroney (Canada), poussent l'échiquier politique vers la droite et brisent les syndicats. En France, en Italie et en Espagne, les partis communistes s'effondrent, tandis que les partis sociaux-démocrates trahissent leurs promesses électorales. Cette tendance ira en s'accroissant avec la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et, ensuite, avec la fin du régime soviétique. Les luttes anticapitalistes passent de positions offensives, qui visent la transformation sociale, à des positions essentiellement défensives, qui essaient de sauver les meubles en réponse aux assauts répétés de la classe capitaliste et des élites dirigeantes. Plus généralement, le mythe de la révolution, du grand soir et des lendemains qui chantent entre en crise pour être remplacé par le mythe de la résistance. Il s'agit désormais de résister à l'austérité, aux privatisations, à la dérégulation des marchés, à la marchandisation ; bref, à la néolibéralisation et à la mondialisation. Celles-ci deviennent ainsi un point de convergence pour la construction de nouvelles alliances et coalitions.

La résurgence des luttes anticapitalistes à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup> siècle passe en

grande partie par la montée du mouvement dit altermondialiste. Il faut se rappeler qu'en 1999 à Seattle, comme à Québec en 2001, des anarchistes sont au cœur de l'organisation des manifestations contre les sommets de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) respectivement, s'occupant des autobus, de l'hébergement et de la bouffe, entre autres. Afin de désamorcer le caractère révolutionnaire et anticapitaliste de cette vague d'attaques contre les États et le capital, les médias et les réformistes l'appelleront tour à tour mouvement altermondialiste, mouvement antimondialisation ou encore le « mouvement des mouvements ». Il est traversé d'un conflit majeur alors que les manifestations dépassent systématiquement le cadre de la critique des sommets : on expulse les anarchistes des forums sociaux, comme on stigmatise les praticien-ne-s de l'action directe. C'est dans les vagues de ce mouvement que se consolideront les bases d'une nouvelle tradition anarchiste au Québec.

Cependant, le mouvement altermondialiste ne s'est pas construit du jour au lendemain. Bien que la « bataille de Seattle » soit souvent présentée comme le point de départ des mobilisations, on peut retrouver des mobilisations similaires bien avant. Par exemple, en 1988 une grande coalition dénonce le FMI et la Banque mondiale dans les rues de Berlin. De même, en juillet 1989, des manifestations dénoncent le sommet du G7, qui a lieu à Paris, et demandent l'annulation de la dette des pays du Sud. Il en va de même lors du sommet du G7 à Halifax en 1995 ou lors du sommet de l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) à Vancouver en 1997. Ou encore, en 1998, lors de la campagne internationale contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), qui a été négocié en secret au sein de l'Organisation de coopération et de développement

**Syndicat** : Regroupement qui visait autrefois à défendre les droits de tous les travailleurs et travailleuses et qui a permis l'amélioration des conditions de travail, mais qui aujourd'hui est davantage motivé par des intérêts corporatistes ; perçu tout de même comme une nuisance par le patronat et, de plus en plus, par l'État.



économiques (OCDE) et qui vise à libéraliser les mouvements de capitaux.

Au-delà de ces événements protestataires, une des influences les plus significatives pour le mouvement altermondialiste a été l'insurrection zapatiste du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au Chiapas, dans le sud du Mexique, à l'occasion de l'entrée en vigueur de l'ALENA. Issue des Forces de libération nationale, créées en 1969 dans le nord du Mexique, l'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN) a été fondée en 1983 par des Autochtones et des Métis-se-s. La référence au héros de la Révolution mexicaine, Emiliano Zapata, n'est évidemment pas anodine et l'AZLN a constitué au fil des ans une base

autochtone et paysanne importante. En 1994, après plusieurs mois d'affrontements avec l'armée fédérale mexicaine, l'AZLN consolide une zone « libérée » et, contrairement aux autres guérillas latino-américaines influencées par le marxisme-léninisme et aspirant à prendre le contrôle de l'État, met en place une nouvelle forme d'autogouvernement basée sur des assemblées communautaires, des conseils municipaux autonomes et des conseils de bon gouvernement. Bien que conservant un certain niveau de hiérarchie, cette structure cherche à atténuer le plus possible le fossé entre gouverné-e-s et gouvernants, et revendique le principe d'autonomie comme politique non étatique ou forme de gouvernement non étatique. En ce sens, autant le rejet du marché et du néolibéralisme que le modèle organisationnel préconisé par les zapatistes rejoignent l'anticapitalisme anarchiste. Cependant, les zapatistes parlent d'« antipouvoir » plutôt que d'anarchisme et de révolution. Il s'agit de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Plus près de nous, on retrouve cette conception dans certains espaces urbains structurés sur la base de principes préfiguratifs, comme les squats et les centres sociaux autogérés.

Ainsi, lorsqu'a lieu la « bataille de Seattle », de nombreuses structures anticapitalistes sont déjà en place. Malgré quelques nuances, des réseaux militants comme l'Action mondiale des peuples (AMP, lancée à Genève en 1998), le Direct Action Network (DAN, créé à Seattle en 1999) et la CLAC (fondée à Montréal en 2000), partagent les principes anti-autoritaires et anticapitalistes des zapatistes. Mais étant donné son hétérogénéité, le mouvement altermondialiste est aussi porteur des clivages et des conflits qui traversent l'histoire de la gauche et des luttes sociales. En effet, toutes les parties constitutives de l'altermondialisme n'adhèrent pas aux principes zapatistes. Certaines sont restées marquées par une conception étatique du changement et ne peuvent envisager de salut en

**Valeur** : Mesure subjective d'une chose, d'une personne ; dans un système capitaliste, on calcule la valeur d'une chose ou d'une personne en fonction de la richesse qu'elles peuvent rapporter à l'individu qui les possède ou les utilise.

dehors du recours à l'État. On retrouve cette conception non seulement au sein des forces marxistes-léninistes et populistes, comme celles associées à Hugo Chávez au Venezuela, mais aussi parmi des ONG ou des organisations réformistes sociale-démocrates, comme OXFAM, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC, fondée à Paris en 1998) et, dans une moindre mesure, des réseaux transnationaux issus du mouvement des femmes, comme la Marche mondiale des femmes (initiée en 2000 par la Fédération des femmes du Québec [FFQ] dans la foulée de la marche Du pain et des roses de 1995). Ces organisations réformistes sont antinéo-libérales, mais pas anticapitalistes, à savoir qu'elles promeuvent des stratégies de résistance passant par l'interventionnisme étatique plutôt que par la transformation sociale et l'antipouvoir.

Dès le début des années 2000, le mouvement altermondialiste entre dans une phase de déclin. Le contexte créé par les attentats du 11 septembre 2001 à New York et le début de l'intervention américaine en Irak, en février 2003, altèrent profondément la dynamique politique et beaucoup de militants radicaux investissent leurs énergies dans la mobilisation contre la guerre. Parallèlement, l'effet de nouveauté commence à s'estomper et le mouvement altermondialiste se routinise progressivement, voire s'institutionnalise. C'est notamment le cas du Forum social mondial (FSM) qui, après les débuts enthousiastes de Porto Alegre, peine depuis à susciter de l'intérêt au-delà des ONG et des organisations réformistes. Malgré quelques épisodes de forte mobilisation, comme lors du sommet du G20 à Toronto en 2010, l'altermondialisme n'est plus au cœur de l'action ni sur la ligne de front.

La vague de mobilisations qui suit la crise de 2008, notamment les Indignés espagnols et grecs ainsi que le mouvement Occupy en Amérique du Nord, s'inspire de l'expérience et du savoir-faire militant du mouvement altermondialiste. On y retrouve les modes de fonctionnement en assemblée et en réseaux qu'a contribué à diffuser le mou-

vement altermondialiste (à la différence que les médias sociaux jouent aujourd'hui un rôle central alors qu'ils n'existaient pas encore à l'apogée de l'altermondialisme). De même, l'occupation des places publiques n'est pas sans rappeler les campements autogérés des mouvements anarchiste et altermondialiste. Cela dit, et malgré certaines affinités organisationnelles, les Indignés et Occupy ne sont pas des luttes anticapitalistes à proprement parler. Ces mobilisations ne cherchent pas tant à renverser les structures socio-économiques et politiques associées au capitalisme qu'à favoriser une redistribution plus juste des ressources, et à réformer les institutions de la démocratie représentative en les rendant plus participatives et perméables aux initiatives de la « société civile ». En ce sens, elles s'apparentent à la branche réformiste de l'altermondialisme. De même, les partis de gauche européens, comme Syriza en Grèce et Podemos en Espagne, ne sont pas anticapitalistes, mais plutôt sociaux-démocrates. Ils remettent en question la dette, l'austérité et le néolibéralisme, comme les économistes keynésiens d'ailleurs, mais sont très loin d'une rupture avec le capitalisme.

Tandis que les effets néfastes du néolibéralisme et de la crise socio-économique qu'il a favorisée à l'échelle mondiale sont on ne peut plus tragiques et flagrants, que les organisations sociales-démocrates qui jouent le jeu des institutions sont confrontées à de fortes contraintes structurelles qui les amènent à se résigner à une austérité et un capitalisme à visage humain, les luttes anticapitalistes sont plus pertinentes et nécessaires que jamais.

# Pense, discute, agis !

**L**E CAPITALISME NOUS MÈNE toujours à une crise, qu'elle soit sociale, économique ou environnementale. On a vu comment certaines luttes ont pu affaiblir le système, et comment d'autres ne l'ont que rendu plus fort, légitime et acceptable. C'est pourquoi, afin de lutter efficacement contre ce système, il est nécessaire de comprendre les perspectives de luttes qui mènent à ces culs-de-sac, ainsi que les comportements et façons d'agir que le système capitaliste nous a inculqués. Évidemment, nous ne désirons pas avoir le dernier mot sur les solutions, mais bien recentrer les perspectives théoriques et politiques dans notre contexte propre, afin de mieux nous coordonner pour parvenir à réaliser des changements significatifs.

Pour créer des espaces de lutte accessibles, inclusifs et agréables, il faut avoir des objectifs communs clairement définis. C'est pourquoi nous avons tenté ici une synthèse des idées anticapitalistes, afin de mieux comprendre les enjeux auxquels nous faisons face collectivement et les moyens que nous devons nous donner pour renverser rapidement le cours des choses. Que l'on soit militant-e de longue date, convaincu-e récent-e, sympathisant-e aux luttes, curieux et curieuse ou observateur et observatrice sensibles, il y a plein de contributions possibles pour créer un mouvement large et diversifié. Souvent, des activités que l'on fait seul-e ou en petit groupe peuvent simplement s'étendre et rejoindre plus de monde. Voici quelques suggestions :

1. Rassemblez quelques ami-e-s qui partagent vos idées, discutez et agissez !

2. Rappelez-vous que la diversité est une force. Un groupe, pendant la grève de 2012, a développé des danses coordonnées afin de faire des avancées rapides vers les policiers... pour leur faire peur. D'autres ont créé des groupes dédiés au bien-être et aux soins collectifs ou encore des structures d'entraide mutuelle et des « cliniques juridiques ». Il existe une multitude de stratégies et de façons de s'impliquer et de renforcer nos liens dans nos communautés et de soutenir les luttes.

3. Si vous faites ce que vous aimez, avec des gens que vous aimez, ça va être plus facile de le faire à long terme. Le danger, c'est de se décourager, c'est de perdre espoir, d'arrêter de croire qu'on peut changer les choses.

4. Respectez (ou découvrez) vos limites ! Il est important de savoir quels types d'action nous sommes prêt-e-s à faire, et de se respecter dans nos choix. On a autant besoin de personnes qui envoient des courriels, qui dansent, qui chantent, qui dessinent, qui font des actions directes ou de l'affichage.

5. En changeant la société et nos vies, on apprend toujours beaucoup. Il est donc important d'avoir des espaces de discussion et de réflexion. C'est en essayant, en faisant des erreurs, en organisant des actions, que l'on développe notre expérience.

**6.** Croyez en vous ! Le système nous fait croire que l'on ne peut rien changer, que les idées des gens sont fixes et que la police possède un contrôle total sur les rues. C'est une vision autoréalisatrice : personne ne changera quoi que ce soit si on se fait répéter qu'on ne peut rien changer !

**7.** Réseautez-vous ! Partagez publiquement vos actions, mettez-vous en relation avec d'autres groupes, participez aux activités des

autres. Vous trouverez plein de gens qui sont tannés du statu quo et qui pensent comme vous.

**8.** Et bien plus !

Parce que c'est nombreux et nombreuses que l'on pourra se débarrasser de tout ce qui nous oppresse !

On se voit dans la rue !

La rédaction de cette brochure s'est effectuée de façon collective sur une période plus longue que ce que nous aurions souhaité... Le comité agit-prop tient à souligner l'apport inestimable de tous ceux et celles qui ont contribué, de près ou de loin, à ce processus de création. Nous reconnaissons que notre travail est fortement influencé par les personnes que nos côtoyons et qui sont engagées dans la lutte contre le système capitaliste. Nous voulons remercier nos camarades pour leur inspiration.

Nous remercions chaleureusement les artistes qui nous ont gracieusement offert leurs œuvres :

Alex Fatta (p. 8, 17, 37 et 40)

Fly-O (p. 52) fly@peops.org – flyoart.blogspot.com

Tournesol Plante (couverture)

Keith Race (p. 34)

Benoît Tremblay (p. 11, 16, 43, 49 et quatrième de couverture)

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-9815756-0-9

© Convergence des luttes anticapitalistes – Montréal, 2016  
www.clac-montreal.net

Le texte de ce document peut être reproduit et cité, en tout ou en partie, avec la mention de la source, pour un usage non commercial, et selon les mêmes conditions : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>.

Pour plus de copies de ce document, contactez-nous à info@clac-montreal.net ou agitprop@clac-montreal.net.

La CLAC est un groupe de travail des GRIP UQAM et Concordia.

Imprimé par les travailleurs et travailleuses de Payette & Simms.



# A-ANTI- ANTICAPITALISTES !

Analyses et réflexions  
sur un système à abattre

